

FONDATION  
POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE



MARS 2006

[www.fondapol.org](http://www.fondapol.org)

# INTÉGRATION ET APPARTENANCES EN AMÉRIQUE DU NORD



**Mission à New York et à Washington**

25 janvier – 1<sup>er</sup> février 2006

Cécile CHAVEL  
Franck DEBIÉ  
Jérôme MONOD

# INTÉGRATION ET APPARTENANCES

en Amérique du Nord

## Mission à New York et à Washington

25 janvier-1<sup>er</sup> février 2006

Cécile CHAVEL  
Franck DEBIÉ  
Jérôme MONOD

### SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION AU CHANGEMENT SOCIAL AUX ÉTATS-UNIS</b>	<b>p. 2</b>
<b>2</b>	<b>IDENTITÉS ET LIEN SOCIAL AUX ÉTATS-UNIS TENDANCES ACTUELLES, INNOVATIONS</b>	<b>p. 11</b>
<b>3</b>	<b>PRATIQUES NORD-AMÉRICAINES DE L'INTÉGRATION : QUELLES LEÇONS EN TIRER ?</b>	<b>p. 21</b>
	<b>ANNEXE – SYNTHÈSE DES ENTRETIENS RÉALISÉS À NEW YORK ET À WASHINGTON</b>	<b>p. 39</b>
	<b>PROPOSITIONS – QUELQUES EXEMPLES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE DÉVELOPPÉS EN FRANCE DANS LES INSTITUTIONS ET LES PRATIQUES</b>	<b>p. 93</b>

# 1

## INTRODUCTION AU CHANGEMENT SOCIAL AUX ÉTATS-UNIS

*Ces notes sont centrées sur les classes moyennes et les populations pauvres. Elles sont le fruit d'une semaine d'échanges intensifs (entretiens face à face, d'une durée de deux à trois heures) avec des interlocuteurs très divers.*

*Les observations contenues dans la note ne doivent pas être généralisées. Nous avons volontairement choisi des interlocuteurs que les visiteurs français ne vont pas souvent rencontrer : il ne s'agit ni de la haute administration, ni des think tanks en vue, ni des intellectuels « vedettes » utilisés par le pouvoir politique américain ou les entreprises.*

*Ce qui compte, ce n'est pas l'avis personnel de nos interlocuteurs, mais ce qu'ils ont retiré de leurs contacts réguliers avec des Américains qui font partie des classes moyennes ou pauvres.*

*Beaucoup de sujets ont été abordés : immigration, intégration, communautés, inaptitude au dialogue entre individus, violence, droitisation des Églises, matérialisme, provincialisme. L'Amérique n'est pas toujours lucide sur elle-même, mais à la base, au niveau du terrain, des projets et des solutions parfois tout à fait innovants sont expérimentés, qui peuvent être très utiles en France. C'est à les découvrir que nous nous sommes attachés.*

*Des développements plus complets sont consacrés à l'intégration, aux obstacles rencontrés et aux voies d'avenir.*

*La franchise de nos interlocuteurs et l'ouverture d'esprit dont ils ont fait preuve en répondant à nos questions font penser que l'Amérique a les ressources humaines et intellectuelles nécessaires pour assumer le changement social.*

## I – LE TROUBLE AMÉRICAIN

---

**1. Intégration et appartenances. Modèle d'intégration depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis ont connu depuis les années 1970 des échecs répétés.**

— Les émeutes urbaines qui se sont succédé montrent que les Noirs des classes pauvres restent en bas de l'échelle sociale. Leur taux de chômage est élevé. La pauvreté, les familles monoparentales, la drogue et les trafics illicites ou criminels se sont développés. Même si des Noirs franchissent la barrière des classes moyennes, les plus démunis vivent en marge de la société, souvent dans les centres des villes. La ségrégation géographique renforce l'inégalité sociale.

— L'éducation est la première nécessité pour que les populations jeunes soient un jour intégrées à la société et aient une chance d'y rester.

— Citoyenneté et droits civiques ne se superposent pas nécessairement. L'arrivée massive des « Latinos » et des clandestins crée une situation presque inévitable : le multiculturalisme et le communautarisme, la langue d'origine, le mode de vie, l'existence de réseaux mafieux coexistent avec la *patriotic integration* conduite par l'État qui vise à noyer les nouveaux arrivants dans la masse des « bons Américains ».

— Églises, laïcité et politique. Les Églises, il y a deux ou trois générations encore, prenaient en charge la morale sociale et la religion. La puissance publique ne faisait pas intrusion dans le religieux. Aujourd'hui, les Églises chrétiennes perdent une partie de leurs fidèles et de leur influence, surtout les Églises protestantes puritaines de la côte Est. Une partie des Églises catholiques, sociales de tradition, s'allient aux Églises évangéliques, plus vivantes, plus populaires, plus droitières aussi, rigoureuses sur les principes du mariage, le refus de l'avortement, le rejet de l'homosexualité, le refus d'utiliser les cellules souches à des fins de recherche. Elles entrent

dans le monde des affaires et dans celui des médias, et exercent une pression politique partisane pour imposer leurs idées sur la société.

La Maison Blanche, les conservateurs du Congrès et certains démocrates se prêtent volontiers à ces mélanges ambigus de religion, de sécularisme et de politique.

**2. Une société de « castes » se forme peu à peu**, qui ne répond pas seulement aux critères traditionnels de patrimoine hérité ou de revenus, mais aussi à ceux de la fréquentation des meilleurs collèges et universités, de la meilleure éducation, de l'accès à la culture et surtout à l'emploi. Les classes moyennes ont du mal à percer le plafond qui les maintient dans leur statut moyen, et les plus pauvres vivent en quelque sorte « hors société ».

Une société « stratifiée » se dessine en se différenciant. Le « rêve américain », encore vivant dans l'imaginaire – et même dans la réalité –, perd de sa puissance d'attraction. Il y a moins de mobilité chez les acteurs de la vie économique, moins de fluidité dans les pratiques sociales.

**3. L'Amérique moyenne et celle des pauvres forment une société sans échanges réels**, où l'on n'écoute pas l'autre. Les individus mettent peu de choses en commun. Le fait de changer d'emploi ou de maison tous les cinq ans en moyenne y est pour quelque chose. Le respect de l'autre se perd. L'inaptitude au dialogue développe la violence dans la vie de tous les jours, violence des préjugés qui pousse au conformisme ou au repli sur soi. Le lien social s'affaiblit, se fane : les églises deviennent des prestataires de services sociaux plus que des lieux de culte.

À la question « à quoi aspirent les jeunes des classes moyennes ? », la réponse fuse : d'abord avoir de l'argent, puis être « visible » dans l'estime sociale ou dans les rapports de force.

## II – UNE AMÉRIQUE EN VOIE DE DÉSTRUCTURATION

---

**1. La montée de la violence** s'accompagne d'une criminalité que contient à peine la formidable augmentation du nombre d'incarcérations dans les prisons américaines. En proportion, il y a dix fois plus de prisonniers qu'en France. Drogue, solitude, chômage et crimes de plus en plus violents ont pénétré le cœur des villes américaines.

**2. Les Américains découvrent une société de peur.** Les citoyens ne craignent pas seulement pour leur sécurité personnelle.

Mais ils constatent l'inaptitude de leur administration à mettre en place une véritable politique de prévention, qui suppose le respect de l'autre, beaucoup de dévouement et la disparition du réflexe raciste. Nous avons découvert à cet égard des policiers et des travailleurs sociaux remarquables dans la police de prévention du district de Columbia.

Les Américains découvrent aussi la peur des cataclysmes (tsunami, Katrina et autres), des pandémies, de la disparition de la « vie naturelle ».

Ils suspectent et rejettent ce qui n'est pas l'Amérique; ils vivent dans l'anxiété du terrorisme, la peur de l'islam (qu'ils ne connaissent pas), vu comme l'ennemi extérieur destructeur potentiel de l'Amérique et de l'Occident.

Bref, les peurs se transforment en phobies.

**3. La haine du mensonge et le sentiment d'être manipulé** par les politiques et les médias s'ajoutent au désarroi américain.

L'usage politique du mensonge et de la manipulation crée un profond ressentiment dans les esprits, qui ne s'exprime pas toujours, tant le conformisme des valeurs traditionnelles (drapeau, justice, nation) est fort. Mais l'inefficacité des politiques sociales, les craintes de 40 millions d'Américains qui n'ont aucune protection médicale, le nombre de jeunes pauvres qui n'ont guère espoir de

trouver du travail et qui se sentent inutiles suscitent un sentiment d'abandon, auquel s'ajoute la peur de ceux qui ont un emploi de le perdre du jour au lendemain (General Motors, Ford), et dont la retraite ou les économies peuvent disparaître en fonction des crises financières.

Les juges et les Églises ne se sentent plus garants de la justice et de la vérité.

Entre mensonge et vérité, justice et manipulation, où l'Américain moyen peut-il trouver ses repères ?

**4. La lente disparition du rêve américain crée progressivement une ligne de démarcation sociale** qui tend à diviser le pays. La société du bien-être (*affluent society*) ne signifie plus quelque chose d'universel dans l'apport de l'Amérique au monde. Le danger, pour les États-Unis, est de perdre ce qui faisait leur attraction, leur avance et leur prestige dans le monde : la possibilité de monter, par son travail et son effort personnel, au sommet de la hiérarchie, dans une société démocratique.

**5. On a défini l'Amérique par l'expression « *global provincialism* ».** La méfiance de l'étranger, la conviction inculquée d'appartenir à un pays béni et à la meilleure démocratie du monde, les discours patriotiques ou religieux sans cesse répétés ont refermé la population américaine sur elle-même.

La préférence pour les relations internationales bilatérales, l'instinct protectionniste, le réflexe de l'intervention préventive par la force ou même la destruction de l'adversaire, l'indifférence à un minimum d'organisation internationale pour la paix et la sécurité des nations ont fortement affaibli la crédibilité internationale des États-Unis. Il n'y a plus d'espérance messianique de transformer le monde. Au contraire, l'Américain moyen ne s'en soucie pas et préfère s'en exclure.

### III – L'AMÉRIQUE DES INNOVATIONS SOCIALES

---

Les États-Unis n'échappent pas aux changements rapides du monde et à leurs conséquences sur la vie en société. Mais les Américains cherchent à accompagner ces changements et expérimentent des pratiques innovantes, dont un bon nombre pourrait nous inspirer.

#### 1. État et communautés d'appartenance

Les Américains n'aiment pas l'intrusion de l'État dans leur vie personnelle, professionnelle, sociale ou économique. Mais, quand ils en ont besoin, ils n'hésitent pas à créer de puissants lobbies.

Les Français ont refusé le communautarisme depuis la Révolution et ont choisi de constituer leurs appartenances autour de l'État. Mais ils ont souvent l'occasion de se sentir comme écrasés par ce dernier.

Sans ouvrir ce débat, constatons que **la plupart des sources du changement dans la vie sociale américaine jaillissent du terrain** : associations, fondations, lieux de rencontre, centres de pensée, universités souvent, nouvelles Églises, groupes d'affirmation politique, regroupements de coordinations des communautés hispanique, juive, musulmane, noire. Nous les avons rencontrés : ils naissent très souvent de l'initiative de quelques personnes dans un lieu déterminé, croissent de façon organique et prennent peu à peu leur place dans les équilibres nouveaux de la société.

Écouter, comprendre et agir en s'appuyant d'abord sur les hommes plus que sur les institutions, sur le terrain plus que sur les administrations est une leçon pour les Français qui privilégient les décisions venues d'en haut, la norme juridique, l'emprise bureaucratique.

Le manque de proximité avec ce qui se vit sur le terrain et la difficulté à comprendre l'autre sont en France, sans doute, l'une des raisons du très faible impact du discours politique.

Des exemples d'initiatives innovantes sont cités dans ce rapport. Mentionnons seulement le fait que la solitude de l'individu au sein de la foule américaine est très répandue, et qu'elle est considérée comme une maladie qu'il faut apprendre à traiter au même titre que l'angoisse, l'égoïsme ou la violence. Cette préoccupation devrait nous animer du même sentiment d'urgence.

## **2. Morale et politique**

Ces deux catégories ne se recouvrent que très partiellement dans l'esprit des Français. Les Américains ne voient au contraire aucune objection à mêler principes moraux, religion et politique dans les discours, les pratiques sociales, la vie de leur nation. Et ce avec plus ou moins d'hypocrisie. Pour eux, le mensonge est le mal absolu. La simple vérité est au contraire la meilleure façon de reconnaître l'autre comme individu : elle crée les conditions dans lesquelles un homme peut se définir comme un être libre qui se prend en charge. Quand la vérité n'est pas reconnue, c'est un sujet de déstabilisation profonde.

Les Français ont un fonctionnement social assez cynique et une perception relativiste des valeurs. Ils n'ont pas au même degré ces échanges non politisés, ouverts, directs qui aident à mettre sur la table problèmes, contradictions et propositions. Ils n'osent pas regarder en face les rapports de force tels qu'ils sont, ni faire confiance à leur sens personnel de l'éthique. C'est ainsi qu'ils séparent justice pénale et justice sociale, compétitivité économique et violence au sein de l'entreprise.

## **3. Connaissance et changement social**

Les Américains reconnaissent que le premier moteur du changement de la société et de son humanisation, c'est la connaissance. Ils sont beaucoup plus pragmatiques et flexibles que les Français dans leur façon de faire. Ils portent par exemple une attention toute spéciale au problème éducatif des enfants des familles monoparentales et à la personne de l'enfant en général.

Certains envisagent de créer de nouveaux lieux de rencontre où se tisse le lien social, des centres de pensée et de dialogue, des universités qui privilégieraient non pas les savoirs « mécaniques », mais la culture, la littérature, les arts, dans une démarche d'ouverture à l'autre (pluridisciplinarité, échanges internationaux, apprentissage de la complexité, liens avec les entreprises).

La diffusion de la connaissance est pour eux le moyen le plus efficace pour répondre au besoin de justice et d'égalité.

Au Canada, une pratique s'est développée pour apprendre aux citoyens issus de cultures différentes à vivre ensemble en se soutenant les uns les autres : « l'accommodement raisonnable ». Cette pratique, qui n'est pas du laxisme car le Canada veut rester un pays séculariste, pourrait être étendue à d'autres champs de la vie en société. Il s'agit de développer le respect réciproque des différences en fonction de l'intérêt commun. Les Français devraient s'en inspirer. Ils pourraient par exemple constater que certaines des différences dans les traditions, les pratiques sociales ou religieuses sont compatibles en France avec les principes de la République : respect de l'autre, tolérance, laïcité.

#### **4. Humanisme et patriotisme**

Aux États-Unis, ces deux mots ne sont pas en contradiction l'un avec l'autre. En France, le patriotisme est devenu un réflexe droitier, plus restrictif que l'humanisme. Pour les nouveaux citoyens, les Américains ont inventé cette formule de *patriotic integration*. Nous pourrions nous en inspirer davantage.

Cette définition dépasse de beaucoup le processus de naturalisation. Elle est l'exemple de ce que l'on admire chez eux : l'expression d'un choix individuel, l'amour de la patrie et la volonté de la défendre par tous les moyens. Elle signifie tout autant le respect du pays d'origine que celui qui est dû au pays d'adoption, l'apprentissage de la langue, la conviction que l'école est le support de la liberté et qu'elle crée le lien social.

## **5. L'Amérique qui fait encore rêver**

Malgré sa lente stratification sociale, l'Amérique n'est pas figée, et l'énergie individuelle pour réussir existe toujours. Elle permet encore de dépasser la ligne de division entre classes riches et classes moyennes et pauvres.

Le trouble français est aujourd'hui assez profond et beaucoup, en Amérique comme en France, pensent que nos institutions se délitent.

L'esprit des deux nations est très différent. En France, la nation et l'État s'incarnent dans la République. Il nous faut donc, si nous voulons emprunter aux Américains comme au reste du monde, choisir ce qui réussit chez les autres, à condition que cela convienne à nos façons de vivre ensemble et à l'esprit de nos institutions.

C'est ce que nous souhaitons esquisser. À cet égard, le débat sur la vérité et le mensonge est sain : c'est le questionnement des individus sur leur société, questionnement dont nous avons besoin nous aussi.

# 2

## IDENTITÉS ET LIEN SOCIAL AUX ÉTATS-UNIS TENDANCES ACTUELLES, INNOVATIONS

### INTRODUCTION

---

*Max Weber avait raison : l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme sont intimement liés ; c'est encore le cas en ce début du <sup>xxi</sup> siècle aux États-Unis, et même plus que jamais, dans ce monde prétendument « séculier ».*

*La logique du marché et les structures protestantes, encore dominantes dans le monde anglo-saxon, se sont mêlées jusqu'à se confondre. L'éthique protestante est utilisée et comme absorbée et transformée par le marché, laissant pour compte une partie de la population.*

*Ce lien entre éthique protestante et esprit du capitalisme a pris des formes nouvelles et un aspect presque caricatural : toutes les valeurs finissent par se renverser en leur contraire à force d'être poussées trop loin. L'éthique cède la place à la rhétorique : une curieuse disjonction entre discours et réalité.*

*Ces paradoxes intérieurs, ajoutés à une atmosphère de peur – causée par la mondialisation, d'une part, et par le terrorisme, d'autre part –, suscitent un repli puritain et nationaliste, renforçant lui-même la confusion entre protestantisme, capitalisme, identité américaine et nationalisme, protectionnisme et isolationnisme.*

*Cette évolution ne devrait pourtant pas décourager les Français de s'intéresser davantage aux valeurs propres au protestantisme anglo-saxon, qui inspirent encore les Américains : dynamisme, optimisme, sens de l'initiative et de la responsabilité individuelle.*

## **I – MUTATION DU LIEN ENTRE ÉTHIQUE PROTESTANTE ET ESPRIT DU CAPITALISME**

---

Le lien entre éthique protestante et esprit du capitalisme subit actuellement des transformations majeures. Si les valeurs du travail et de l'initiative individuelle perdurent et fournissent la base de la société et du rêve américain, on voit néanmoins apparaître des fissures dans le système, qui entraînent des effets pervers : les grands principes américains se retournent en leur contraire dans une société de plus en plus stratifiée.

Tout se passe comme si le capitalisme américain, qui s'est nourri de l'éthique protestante, l'avait peu à peu absorbée en la modifiant dans une utilisation marchande qui la vide de son sens. Les valeurs prétendument communes servent d'écran à une situation plus complexe.

### **1. L'appel frénétique à la loi semble se substituer à l'appel à la justice divine**

La vérité et la loi, piliers de la culture américaine, se déstructurent, notamment depuis l'administration Bush, qui, selon plusieurs de nos interlocuteurs, est perçue comme manipulant ces notions. Le mensonge décrédibilise selon eux le pays et nuit aux citoyens. La manipulation de la justice se transforme également en arme de guerre au pays de la libre entreprise, où l'on fabrique artificiellement des cas, si besoin est, pour se débarrasser d'un ennemi ou éliminer un concurrent.

La justice devient alors une justice à deux vitesses, selon la qualité de l'avocat et selon le prix que l'on peut payer. La notion de vérité se transforme en effet de langage, toujours susceptible d'être tourné en son contraire, ce qui a pour effet de désorienter la population.

Par ailleurs, le recours excessif à la loi a des effets paralysants. Par exemple, les lois sur le harcèlement en viennent à figer les rap-

ports homme-femme : l'égalité recherchée au départ se transforme en un réseau de contraintes rigidifiant et surcodifiant les relations sociales.

**2. La liberté : l'éthique protestante a mis en valeur la liberté individuelle** (dans la relation directe à Dieu) fondée sur la foi. Cette vision a servi de base à la libre entreprise, **mais l'économie de marché semble s'être peu à peu constituée elle-même en religion** en tant que telle, avec l'argent comme substitut de Dieu. La réussite individuelle, valorisée dans le protestantisme comme preuve d'élection visible, est désormais déconnectée d'une signification spirituelle.

La perte de sens est un mal dont souffrent les Américains, du moins ceux qui ne se rattrapent pas dans l'extrémisme. Ils se sentent comme menés par une vision à court terme du succès et par la recherche d'une renommée « visible », attestée par les biens de consommation. La « course aux gadgets » et l'attitude passive devant la télévision ou les ordinateurs fonctionnent parfois comme un anesthésiant du désir de lien social.

La *liberté de choix* est ressentie comme pesant finalement très lourd sur l'individu, jusqu'à provoquer l'angoisse. L'angoisse du choix éveille la nostalgie du temps où tout était codifié, où chacun savait quels étaient son rôle et sa place. Elle fait le lit du moralisme ou de l'extrémisme, que l'on trouve par exemple dans certaines Églises évangélistes.

La *liberté de mouvement*, qui conduit les gens à déménager tous les cinq ans environ (sur une longue distance), provoque une désorientation destructrice du lien social. Cette mobilité est d'ailleurs en déclin pour les plus pauvres.

La *liberté d'expression* est proclamée et vantée, mais les médias dépendent presque tous de quelques grands groupes qui monopolisent le marché de l'information.

**3. La question de la dette envers Dieu s'actualise dans la « dette nationale »** que l'on trouve inscrite, avec ses changements en temps réel, sur grand écran dans la rue à New York, peut-être pour culpabiliser chacun. C'est ainsi que l'État récupère souvent le désir de plaire à Dieu.

**4. Le respect des différences**, toujours présent aux États-Unis, débouche sur une codification qui finit par normaliser et supprimer les différences au sein de « l'identité américaine ».

Le respect affiché des différences **cache en réalité une peur de l'autre**, qui incite à le conformer à soi et à le cadrer, et finalement à l'absorber pour en faire de l'identique.

L'État utilise une rhétorique aux échos religieux sur l'« autre », qu'il représente comme le mal, l'impur, l'enfer, s'opposant au bien, au pur, au paradis. Les musulmans, par exemple, sont vite soupçonnés d'islamisme et du désir de destruction de l'Occident.

Le même regard est porté sur l'immigration, valorisée par les entreprises comme source de main-d'œuvre, et freinée, par ailleurs, comme représentant une menace pour la sécurité.

**5. La tolérance quelquefois poussée à l'extrême peut conduire à accepter l'intolérance des autres**, ce qui détruit l'identité.

L'exemple du Canada est intéressant sur ce point car il a trouvé une parade à ce problème : confronté à la question de l'assimilation des immigrés, ce pays a fabriqué des normes déterminant une limite à la tolérance basée sur la Constitution, d'une part, et sur le potentiel d'intégration, d'autre part. Cette procédure est nommée « accommodement raisonnable » et impose la réciprocité dans le respect du pays d'accueil et du pays d'origine.

**6. La charité** : ce mode de fonctionnement des Églises pour aider les pauvres est **utilisé par l'État pour le substituer au système de protection sociale**. Ce mode de protection s'avère évidemment

insuffisant et accroît les inégalités sociales, au lieu de les réduire.

L'absence de système social pour certains accroît les risques d'exclusion et la paupérisation des classes moyennes.

Par ailleurs, l'administration Bush utilise cette stratégie avec les Églises évangélistes notamment, notoirement affiliées au Parti républicain, s'offrant ainsi à moindre coût une récupération des électeurs grâce au prosélytisme militant de ces groupes, qui ne font qu'un « package » du moralisme religieux et de la politique conservatrice.

## **II – CES ÉVOLUTIONS PROVOQUENT DES RÉACTIONS EXTRÊMES DE VIOLENCE, DE REPLI SUR SOI, DE PURITANISME**

---

*Les États-Unis sont ainsi devenus un pays de contradictions, dans un moment charnière de transition où l'identité nationale se cherche, souvent en se crispant sur le passé.*

### **1. La violence devient l'un des grands problèmes des États-Unis.**

Le port d'armes est chaque année la cause d'un grand nombre de morts par arme à feu.

C'est une violence liée à la pauvreté, souvent située au cœur des villes. Mais on peut aussi dire que cette violence est provoquée par une déliquescence du lien social : la difficulté de vivre des classes moyennes et pauvres crée de la solitude.

La fin du modèle patriarcal contribue à effacer les repères du rôle de l'homme dans la société et les anciens schémas d'autorité. Les individus se retrouvent sans repères, et livrés à une violence sans règles. C'est sans doute une période transitoire de notre modèle d'autorité. Il n'en reste pas moins que la banalisation de la violence

dans les médias et les spectacles est préoccupante et témoigne d'une perte du sens de la vie et de la valeur attribuée à cette dernière.

**2. Le repli sur soi** que l'on constate dans l'Amérique profonde est aussi lié à la peur de voir la mondialisation noyer les spécificités. Dans un modèle déjà multiculturel, cela pose aux Américains une difficulté particulière : comment notre État, déjà constitué de populations des différentes parties du monde, va-t-il continuer à se distinguer de celui-ci ?

Le repli identitaire est renforcé par le fait que les médias américains ne donnent que peu d'information générale sur le reste du monde. Les Américains sont sous-informés, mal informés ou tout simplement ignorants, souvent hostiles, ce qui développe le nationalisme.

Un sentiment anti-islamique est devenu particulièrement fort depuis les attentats du 11 septembre 2001, avec une confusion entre islam et terrorisme.

**3. Le retour d'extrémismes conservateurs et puritains** vient en réaction à cette perte de repères.

Des groupes extrémistes, comme beaucoup d'évangélistes, prônent un retour à des valeurs du XIX<sup>e</sup> siècle en matière de droits des femmes et d'égalité homme-femme. Ils utilisent là aussi une rhétorique religieuse pour un encadrement politique et social des populations. Réflexe classique de peur de la différence, de peur de la disparition dans l'autre, de peur du changement.

La peur de la science transformatrice du monde les fait s'attaquer à l'histoire de l'évolution (Darwin), et utiliser la tolérance inscrite dans la Constitution américaine pour créer leur réseau d'influence. Ils manifestent une violence discriminatrice et une intolérance qui signent leur appartenance aux fanatismes, en particulier dans le domaine des mœurs. Leur « éthique » se limite surtout à leur opposition à la sexualité hors mariage et hors procréation et à

l'avortement. Les plus radicaux, heureusement peu nombreux, sont allés jusqu'à tuer au nom de leur mouvement *pro-life*.

4. **Un autre extrémisme** d'un type différent, mais qui se rencontre également dans les cercles gouvernementaux actuels, **est l'extrémisme économique du *free market absolu***, plaidant pour la destruction de l'État providence : théorie anti-keynésienne radicale selon laquelle tous les problèmes viennent d'une intervention de l'État.

On y trouve aussi la haine sous-jacente de la différence sous la forme de la haine du pauvre.

### **III – CEPENDANT, LA FRANCE GAGNERAIT À CONSIDÉRER LES ASPECTS POSITIFS DU DYNAMISME, DE LA CRÉATIVITÉ ET DU PATRIOTISME AFFIRMÉ DES ÉTATS-UNIS**

---

Les États-Unis ont de multiples ressources (dont certaines sont aussi héritées du protestantisme) qui permettent de nuancer le tableau assez sévère brossé ci-dessus.

**1. Le modèle américain d'intégration des minorités est actif depuis la base**, à partir du « terrain », même si certains pensent qu'il s'agit d'une machine à conformer les diversités en un seul modèle qui unit la nation.

Il y a une véritable volonté d'intégration et un fort dynamisme de toutes les communautés dans ce sens. L'identité américaine est encore solide et valorisée.

Les témoignages des communautés immigrées sont frappants à cet égard : les États-Unis sont perçus comme un modèle et comme une famille dont on veut faire partie.

Les communautés d'origine étrangère créent leurs propres associations de soutien à leurs semblables afin de leur procurer une aide à l'éducation, à l'acquisition de la langue, à l'acculturation.

L'une des associations de la communauté hispanique à Washington, par exemple, propose une formation au « leadership » et fonctionne comme un lobby.

L'objectif est d'américaniser leurs membres pour leur donner accès au niveau de vie des Américains, sans pour autant leur enlever leurs traditions et leur spécificité culturelle.

**2. On constate une forte tolérance du système politique par rapport aux communautés,** qui sont perçues comme pouvant se maintenir sans mettre encore en danger l'identité de la nation américaine. On peut être « latino-américain », « noir-américain », on est toujours avant tout « américain ». Ceci est à nuancer comme un comportement qui reste en partie une façade derrière laquelle le problème social reste encore largement ethnique (pauvreté de la communauté noire, par exemple).

Cette façon de rendre compatibles les identités ethniques et l'identité nationale pourrait inspirer en France la recherche d'une meilleure connaissance des différentes cultures formant l'identité française.

**3. Le patriotisme américain a quelque chose de stimulant pour les citoyens des États-Unis,** à qui il donne un sentiment de fierté et qu'il motive. Peut-être pourrait-on s'inspirer de ce respect de soi, sans céder au narcissisme social, ou au nationalisme au sens guerrier du terme, qui crée un sentiment de supériorité. Ce respect de soi entraîne le respect de l'autre.

#### **4. Une économie dynamique**

L'économie américaine est encore et toujours dynamique, en situation de plein-emploi (avec un niveau de chômage réduit à son

minimum), ce qui permet au rêve américain d'agir encore comme un moteur pour les classes défavorisées.

La base de ce dynamisme est une confiance dans la compétence individuelle qui est très porteuse et soutient la créativité.

La France pourrait certainement s'inspirer de ce soutien à la créativité, à l'initiative et à la compétence individuelle, hors des diplômés ou des sentiers battus.

### **5. Des valeurs identitaires partagées : l'individu, le travail, la famille, le pays.**

Ces valeurs sont encore assez partagées et permettent solidarité et soutien, au sein des communautés notamment.

Un exemple fort intéressant nous a été donné par des équipes de policiers issus eux-mêmes des milieux difficiles qu'ils avaient à contrôler. Connaissant leur sujet, ils proposent, en liaison avec des travailleurs sociaux, des programmes d'insertion sociale, pragmatiques et adaptés aux besoins des jeunes avec lesquels ils dialoguent régulièrement. Leur chaleur et leur attachement à cette communauté dont ils sont issus leur donnent une crédibilité et une efficacité incontestables. Nous pourrions nous inspirer de ces initiatives pragmatiques, dynamiques et locales.

## **CONCLUSION**

---

Le rêve américain fonctionne encore grâce à la bonne santé de l'économie, mais devient cher payé, avec des inégalités sociales intolérables et une paupérisation des classes moyennes. L'Amérique est inquiète pour l'avenir, aussi bien économique (globalisation) que politique (terrorisme islamiste). Cette inquiétude prend des formes puritaines ou violentes. On peut cependant placer de l'espoir dans le dynamisme, l'optimisme et la confiance en soi des Américains, pour lesquels le travail reste une valeur salvatrice et la religion

encore un soutien.

La France pourrait-elle s'inspirer de ce modèle? Certainement du dynamisme associatif, de la responsabilisation individuelle et du patriotisme offrant aux immigrés ou aux minorités un véritable modèle d'assimilation respectueuse. Du sécularisme américain, la France ne peut en revanche accepter le mélange du religieux, du politique et du conservatisme.

La laïcité à la française permet un véritable pluralisme religieux et le respect des minorités et de leurs pratiques. Peut-être serait-il possible d'aller un peu plus loin dans l'expression politique des pratiques de l'« accommodement raisonnable ». Les provocations violentes seraient minimisées, et le respect des institutions de la France et celui des pays d'origine seraient valorisés.

La défense vibrante et individuelle de la Constitution et de la démocratie américaines est un exemple pour nous : quand ces valeurs deviennent intimes, elles touchent tout le monde, chacun se sent concerné et sent qu'il peut participer au développement et aimer sa patrie. Le drapeau comme symbole représentant la nation tout entière permet à chacun de se l'approprier dans une démarche active d'identification. La France doit trouver des symboles efficaces, des rituels républicains qui peuvent impliquer chacun et lui faire comprendre que l'avenir de la France dépend aussi de son élan personnel.

## PRATIQUES NORD-AMÉRICAINES DE L'INTÉGRATION : QUELLES LEÇONS EN TIRER ?

*Les États-Unis d'Amérique et le Canada peuvent-ils offrir l'exemple d'un nouveau modèle d'intégration ?*

*Le drame de la Nouvelle-Orléans et les événements qui ont conduit à proclamer l'état d'urgence en France ont fait apparaître au même moment, de part et d'autre de l'Atlantique, les limites de politiques d'intégration pourtant très différentes.*

*Aux États-Unis, les Américains ont découvert à cette occasion une pauvreté et une exclusion que ne leur montrent pas leurs médias et dont parlent peu leurs hommes politiques. Ils sont conscients que cet échec collectif a un impact sur leur crédibilité internationale et leur rayonnement. Que signifie l'Amérique sans le « rêve américain » ?*

*Tel qu'il nous a été décrit par ceux qui le mettent en œuvre – travailleurs sociaux, militants des Églises, psychologues et psychanalystes, équipes de prévention de la violence, représentants à Washington des communautés et des mouvements en faveur des droits civiques –, le modèle nord-américain d'intégration nous a semblé mal connu dans sa spécificité, ses principes, son organisation concrète, et contesté sur certains points. Il nous paraît pourtant susceptible de se réinventer dans les années à venir.*

## I – UN MODÈLE D'INTÉGRATION CIVILE ET PATRIOTIQUE MAL CONNU

---

### 1. Le modèle d'intégration américain donne encore à beaucoup l'impression de fonctionner.

Pour les plus âgés, les progrès sont nets par rapport aux années 1970 : il existe désormais une vraie bourgeoisie dans chacune des communautés. Elles ont quelques héros, auréolés d'une réelle *success story* à l'américaine : sportifs, chanteurs, hommes d'affaires ou de médias. Les Noirs, les Hispaniques, les différentes minorités sont plus présentes dans les médias et donnent à la télévision et dans les films une image de l'Amérique plus diverse. Le racisme, encore en vigueur dans les années 1960, a régressé et avec lui, les violences et les crimes à caractère racial (*hate crimes*).

Le niveau moyen de consommation des ménages noirs ou hispaniques continue à progresser. Beaucoup ont pu acheter leur maison à crédit. Le faible taux de chômage fait que beaucoup de pauvres et de migrants peuvent avoir accès au marché du travail, même si ce travail est mal rémunéré et mal protégé.

Le modèle nord-américain d'intégration présente surtout certaines caractéristiques politiques durables qui le distinguent des modèles d'intégration européens :

- un patriotisme authentique et vibrant des minorités et des exclus;
- une mobilisation pragmatique de la société en faveur de l'intégration;
- une foi dans le rêve américain en partie nourrie par les progrès (timides) de la représentation politique des minorités.

2. Ces attitudes sont le résultat des efforts d'innovation politique d'au moins deux générations qui n'ont pas eu d'équivalent en Europe.

*a) Le patriotisme des minorités*

Il est fondé sur deux pratiques institutionnelles fortes et visibles :

— *L'instruction patriotique* – enseignement de la Constitution, cérémonie du drapeau, prestation de serment, mise en valeur des héros américains – n'a jamais cessé, même après la guerre du Vietnam ; cette instruction patriotique se fait à tous les âges de la vie. Des rituels patriotiques très différents de notre instruction civique se déroulent régulièrement dans les écoles, mais aussi avant de nombreuses manifestations (kermesses, rodéos, compétitions sportives). Ils accompagnent aussi les cérémonies auxquelles participent les militaires, les policiers ou les pompiers ; ces trois catégories font, dans l'Amérique d'après le 11 septembre, l'objet permanent de la reconnaissance populaire (autocollants sur les voitures, quêtes, applaudissements dans les stades, les réunions de parents). Les rituels patriotiques visent à l'émotion : ils sollicitent la musique, le chant, les gestes, la mémoire ; ils s'inscrivent dans une tradition religieuse : allusions à Dieu, prières, actions de grâce, bénédictions (*God Bless America*), mais à un Dieu abstrait, sans coloration religieuse particulière. Une partie du rituel patriotique est reprise par les Églises et les diverses communautés : présence du drapeau dans les édifices religieux, prière et chant pour l'Amérique. Ces rituels ont pris une forme si codifiée que même la contestation des années 1960 et 1970 n'a pas cherché à la supprimer. Ils ne surprennent personne.

— *L'armée et la police sont depuis deux générations des lieux d'instruction patriotique et de promotion des migrants et des minorités.* Les salaires n'y sont pas dérisoires. La considération sociale qui s'attache à ces fonctions n'est pas dégradée. La promotion y repose sur des procédures claires et sur la formation permanente. Les policiers s'efforcent d'incarner une image volontariste de l'intégration. Ceux qui assurent l'ilotage des quartiers ethniques sont des volontaires, capables de parler la langue des habitants, d'en comprendre la culture et l'organisation souterraine. Ces policiers qui se sentent

« chez eux » coopèrent plus facilement avec les services sociaux des quartiers, sont plus intéressés par la prévention et sont également plus efficaces dans le travail de renseignement et d'élucidation.

### *b) La mobilisation civile pour l'intégration*

De très nombreuses associations – et pas seulement communautaires – se sont constituées pour faire vivre les différents principes complémentaires de l'intégration à l'américaine. Elles constituent un réseau très dense qui assure de manière concrète l'application des lois et relaie, dans tous les domaines, les efforts des pouvoirs publics.

■ *L'avancement*, ou développement social, est le principe initialement appliqué à la communauté noire avant même que le mouvement pour les droits civiques ne prenne son essor. Il part du postulat que les droits politiques restent abstraits tant que l'intégration linguistique, scolaire, sanitaire et économique des minorités n'est pas assurée. Cette approche pragmatique est à l'origine des grandes institutions communautaires laïques, organisées en chapitres et en conseils locaux, et représentées par un lobby au plan fédéral. Le modèle de ces organisations est la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP). Les organisations indiennes, juives ou « latinos » sont structurées de la même façon.

— Elles ont des activités sociales autonomes qu'elles financent elles-mêmes (stages d'adaptation pour les immigrants, *job centers*, clubs sportifs, centres de formation pour tous les âges de la vie).

— Elles font pression au plan local pour la rénovation des quartiers où habitent les migrants et pour le respect de leurs droits. Elles ne présentent pas de candidats aux élections, mais notent, sur une *scorecard*, les sortants qui se présentent à nouveau aux suffrages en fonction de la manière dont ils ont voté ou agi lors de leur mandat précédent. La *scorecard* est largement diffusée et peut contribuer à

orienter le résultat des scrutins.

— Dans la réalité, ces associations communautaires laïques pratiquent souvent le *coalition building* au plan local avec toutes les structures présentes – communautés religieuses, associations sportives, pouvoirs publics, écoles privées, militants divers – afin de favoriser le soutien parascolaire, l’animation du quartier, le développement individuel, la prévention de la violence, la médiation.

— Dans les quartiers pauvres de Washington, par exemple, les volontaires de la police engagés dans la prévention travaillent sans difficulté dans les écoles, avec les militants des droits civiques, les paroisses des quartiers, les associations de voisins qu’inquiète la montée de la violence. Ils peuvent s’appuyer sur des associations d’anciens détenus désireux de sortir leurs enfants de la violence, des regroupements de psychologues organisant des lieux d’écoute pour les jeunes, les femmes, les personnes âgées en difficulté, des organismes privés bénévoles de placement.

— La réalité du terrain n’est pas du tout marquée par un communautarisme étroit, mais au contraire par la mobilisation de tous les acteurs, le décloisonnement des institutions, la fluidité du travail en commun.

Ce pragmatisme de terrain ne tourne pas le dos à l’engagement religieux (beaucoup d’activistes communautaires sont croyants), mais n’en fait pas non plus une condition.

■ **La lutte contre les discriminations (ou l’*anti-discrimination*)** est directement liée au mouvement en faveur des droits civiques et à la fin de l’apartheid légal aux États-Unis (l’arrêt *Brown vs Board* de la Cour suprême en 1964 abolissant le principe « séparés mais égaux » qui prévalait à l’égard des Noirs dans de nombreux États, le *Civil Rights Act* de 1964, puis le *Voting Rights Act* de 1965 qui doit être renouvelé en 2007). L’*anti-discrimination* est beaucoup plus structurante que l’*affirmative action* qui la prolonge. Elle a donné lieu à l’institution d’une Commission pour l’égalité des chances dans l’em-

ploi dès 1964 (Employment Equal Opportunity Commission). Cette commission joue un rôle d'enquête et de recours important. L'*anti-discrimination* donne également lieu à une mobilisation considérable d'associations privées au nom des droits civiques, mobilisation structurée de manière transcommunautaire et laïque. La Leadership Conference on Civil Rights rassemble depuis 1950 plus de deux cents associations communautaires. Elle dispose de sa propre fondation pour l'enseignement. Elle se donne pour but d'encourager le développement des droits civiques en encourageant les membres de toutes les minorités à s'inscrire sur les listes électorales, en veillant à l'indépendance et à la neutralité des tribunaux, en essayant de mesurer par des enquêtes les progrès réalisés en matière de droits civiques. Elle mène régulièrement des campagnes d'information contre les discriminations à l'emploi ou au logement.

L'attachement aux droits civiques et à l'*anti-discrimination* est très structurant pour les communautés dites « ethnoculturelles ». Elles y consacrent toutes une part importante de leurs activités et de leurs ressources.

C'est l'idéologie antidiscriminatoire issue des droits civiques plus que le prosélytisme ou le communautarisme musulman qui inspire, par exemple, l'action du Council on American-Islamic Relations. Dans un guide civique à destination des musulmans, le Council les encourage à s'inscrire sur les listes électorales, à participer aux conseils de classe des écoles, à écrire dans la presse locale, à s'impliquer dans des œuvres caritatives au service de tous. Il leur indique aussi comment écrire aux représentants élus, à la presse, et comment contacter un avocat en cas de discrimination en matière de logement, de recrutement ou de conditions de travail.

De très nombreuses associations d'avocats, la plupart à base laïque, font vivre l'*anti-discrimination* devant les tribunaux. Elles n'hésitent pas à pratiquer les candidatures parallèles (même CV, deux profils ethniques différents) pour confondre les employeurs ou les bailleurs qui pratiquent la discrimination.

■ **L'affirmative action ou discrimination positive.** La méthode de l'*affirmative action* est fixée par un ordre présidentiel de Richard Nixon, le Philadelphia Order de 1969, qui visait à imposer une augmentation de l'embauche des Noirs dans le secteur du bâtiment de cette ville. Il impose aux entreprises contractant avec la ville de fixer des objectifs quantifiables en termes d'emploi des Noirs et un calendrier de mise en œuvre de ces objectifs. Faute de quoi, elles cesseront d'être éligibles pour les marchés publics avec la ville. Cet ordre exécutif a été transposé au plan fédéral, puis étendu aux handicapés, aux vétérans de la guerre du Vietnam, aux autres minorités visibles. Il ne débouche pas sur la mise en œuvre de quotas.

— Dans le secteur privé, l'obligation d'objectifs et de calendrier concerne uniquement les entreprises de plus de 50 salariés candidates aux marchés publics. Elle ne débouche pas sur des quotas fixes mais s'intègre dans une gestion prévisionnelle des ressources humaines. L'obligation est aujourd'hui surtout formelle. Sous cette forme peu contraignante, elle ne semble pas poser de problème aux syndicats ni aux entrepreneurs. Elle fait partie de la vie quotidienne.

— Dans l'enseignement supérieur, un arrêt de la Cour suprême (2003) concernant les procédures de recrutement des étudiants par l'université du Michigan reconnaît la constitutionnalité de l'*affirmative action* mais répète que les quotas quantitatifs et les filières de recrutement séparées sont à proscrire. Dans de nombreux établissements, l'*affirmative action*, autrefois très quantitative, prend la forme d'un tutorat spécialisé pour les étudiants de premier cycle issus des quartiers défavorisés et pour les boursiers. Le problème qui se pose est surtout celui de l'augmentation des droits de scolarité qui exclut de plus en plus les enfants issus des franges les moins aisées de la classe moyenne, qui ne peuvent bénéficier des bourses pour les enfants les plus défavorisés.

— Les armées, modèle de réussite de l'*affirmative action* avec plus de 20% des officiers issus des minorités, ont une politique volonta-

riste de formation mais refusent tout principe de quotas.

■ **L'« accommodement raisonnable »** des différences est beaucoup plus important. Il fait l'objet d'une politique explicite au Canada, et d'une politique volontariste des tribunaux aux États-Unis, les individus présentant devant eux leurs revendications au nom de la liberté religieuse (1<sup>er</sup> amendement de la Constitution) ou du principe d'égalité (14<sup>e</sup> amendement).

— *L'« accommodement raisonnable » postule une nouvelle philosophie des droits : aux droits individuels et aux droits sociaux doit s'ajouter un « droit à la différence ».* Ce droit est d'abord un droit individuel comme les autres. C'est à l'individu plus qu'à la minorité constituée de le faire valoir. C'est aux tribunaux plus qu'à l'intervention politique des lobbys communautaires de le faire respecter sur les bases de la législation antidiscriminatoire. Il est issu du désir individuel d'assumer publiquement une différence face à des institutions – l'école, l'entreprise, l'administration – qui refusent de la reconnaître, voire organisent la discrimination à son encontre.

— *Les institutions doivent apprendre à s'accommoder de la différence.* Cette dernière est parfois revendiquée avec force par des individus qui critiquent par ailleurs volontiers l'organisation de leur communauté.

— *L'« accommodement raisonnable » est autorisé au cas par cas et fait jurisprudence.* Ce sont les tribunaux, plus que les lois, qui organisent peu à peu, en fonction des demandes, sa mise en œuvre dans un système de *common law*.

— *L'« accommodement raisonnable » obéit à un principe régulateur supérieur qui est celui de l'intégration.* C'est en fonction de ce critère que le juge décide s'il y a lieu ou non d'accommoder la différence. Par exemple, le port du turban est autorisé dans la police canadienne et ne poserait pas de problème dans un grand nombre d'États fédérés. Le juge considérera en effet que la participation à la police contribue à l'intégration des migrants, à l'image intégrative des institutions

publiques. En revanche, il pourra interdire l'application de la *charia* et même des règles talmudiques pour les arbitrages qui portent sur les divorces ou les héritages car ces codes singularisent les individus, les enferment dans une pratique communautaire qui les tient à l'écart du reste de la société. Le traitement de la différence « musulmane » en France laisse perplexes les tenants de l'accommodement raisonnable : comment peut-on se résoudre à ce que des filles renoncent à l'école parce qu'on leur y interdit le voile islamique, tout en accordant des « heures de piscine » réservées aux femmes en dépit des principes élémentaires de mixité de l'espace public ?

■ **La promotion politique des minorités** repose sur quatre piliers :

— *l'enregistrement sur les listes électorales*, un combat commun aux associations communautaires et aux militants des droits civiques ;

— *la formation d'un vivier de candidats* : elle est d'autant plus difficile que les minorités s'intéressent souvent davantage à la promotion économique et sociale. Par ailleurs, la maîtrise de la langue, du droit, la sophistication de la vie politique supposent un investissement très important. Enfin, les candidats éventuels ont rarement les moyens nécessaires à une campagne. Les partis nationaux hésitent à les présenter. Il faut donc les doter. Donner le goût des responsabilités, fournir une formation juridique et politique peu coûteuse, trouver des mentors et des sponsors, c'est l'activité de nombreuses *leadership conferences* communautaires ;

— *le soutien aux candidats élus*, quelquefois mal vus de leurs partis d'affiliation. C'est la fonction des *councils* ou des *resource centers* dont la communauté noire a offert l'exemple le plus abouti avec le Joint Center for Political and Economic Studies ;

— *la définition de certains thèmes d'action communs aux élus d'une communauté, quelle que soit leur tendance politique* : c'est la fonction des *caucus* d'élus et des *committees* communautaires qui se rencontrent annuellement. Leur travail est souvent préparé par des think

tanks communautaires. Le travail des *caucus* est très focalisé. Plus une communauté se structure, s'intègre, se diversifie, plus il est difficile de faire fonctionner un *caucus* ou un lobby minoritaire. Pour la communauté juive, le soutien à Israël, un droit d'asile généreux et la lutte contre le terrorisme sont pratiquement les seuls points sur lesquels il est possible de dégager un consensus.

**Dans la pratique, l'essentiel des dispositifs qui favorisent l'intégration fonctionne également au profit des gays et des lesbiennes :**

— La discrimination sur la base du comportement sexuel est interdite et les associations homosexuelles s'efforcent de faire respecter ce principe devant les tribunaux.

— Sans être volontariste, ni se traduire en quotas, l'*affirmative action* au profit des homosexuels existe dans les administrations, l'armée, une partie des entreprises, principalement sous la forme d'un questionnement : comment encourager dans les pratiques une attitude respectueuse qui ne crée pas des barrières de fait invisibles à l'homosexualité ?

— L'« accommodement raisonnable » de la différence homosexuelle a pris de nombreuses formes : tolérance vestimentaire au travail, journées gays et lesbiennes dans les entreprises, « études homosexuelles » prolongeant les études féministes dans les universités.

Pour certains penseurs, l'assimilation des homosexuels à une minorité visible montre que la machine à intégrer est surtout une machine à normaliser les différences. Alors que l'homosexualité était, en tant que comportement sexuel, une pratique contestataire du puritanisme américain, elle est en passe de devenir une différence identitaire parmi d'autres, une minorité assimilable à d'autres minorités, une pratique parmi d'autres, à laquelle il ne manque effectivement plus que le mariage.

Pour les conservateurs, cette assimilation des gays à une minorité

visible va trop loin. Elle constitue une « attaque » contre les valeurs américaines, elle banalise des comportements qui ne sont pas « normaux » ou « naturels », elle prépare le mariage et l'adoption par les homosexuels, elle démontre que le modèle patriotique et civique d'intégration fonctionne à l'envers et déconstruit l'Amérique. Ils plaident par conséquent pour une révision d'ensemble des principes d'une intégration patriotique et civique, dont le succès n'est pas complètement avéré par ailleurs, de l'aveu même de ceux qui le font vivre.

## II – UN MODÈLE D'INTÉGRATION REMIS EN CAUSE

---

Ceux qui travaillent au contact des Américains pauvres et des immigrants sont lucides. Ils s'accordent avec les néoconservateurs pour décrire une crise de l'intégration. Ils ne partagent pas pour autant les solutions radicales et idéologiques que ces derniers proposent d'y apporter.

### 1. L'intégration des plus pauvres est en panne

— **Les plus pauvres et les immigrants semblent cantonnés dans des ghettos urbains dont ils sortent difficilement**, enfermement qui contraste avec la mobilité de plus en plus forte du reste de la société. Les Noirs pauvres de Newark n'ont, par exemple, aucune chance de quitter les quartiers qu'ils squattent. « Il n'y a, selon James Jones, un travailleur social épiscopalien du New Jersey, pratiquement aucun travail pour quelqu'un qui n'a pas une formation de type *high school*, *a fortiori* s'il est noir. Ce qu'il peut gagner en travaillant de temps en temps à l'heure ou au noir ne suffit presque jamais à payer le loyer d'une maison ou même d'un petit appartement... Alors on reste là où l'on est né, dans une Amérique où les gens déménagent en moyenne au moins tous les cinq ans. » Pour les policiers des quartiers défavorisés de Washington, l'enferme-

ment dans le ghetto est un piège redoutable pour les jeunes : « Au sortir de prison, où aller ? Quand on n'a pas de formation, on fait confiance à la solidarité familiale, à celle de la bande de ses anciens copains, voire du gang local. On sait qu'on pourra toujours mieux se débrouiller chez soi qu'ailleurs. Et puis, on ne peut pas abandonner ses parents, ses frères, quelquefois ses enfants illégitimes, leurs mères. Il faut les protéger. On peut aussi profiter de leurs maigres revenus. Dans son quartier, on est toujours un peu quelqu'un. Ailleurs, l'exclusion est totale. Mieux vaut revenir. Et c'est ainsi que beaucoup repiquent et récidivent ! »

— **L'exclusion scolaire se transforme en exclusion économique et sociale durable.** « Il n'existe plus vraiment de filière manuelle pour les garçons, rapporte James Jones. Autrefois, il était possible de commencer comme manœuvre dans une usine, de gagner (mal) sa vie assez rapidement, de se former sur le tas et de progresser à l'ancienneté si tout allait bien. Ces emplois manuels faiblement qualifiés ont disparu avec la désindustrialisation et les délocalisations. Ils sont ailleurs, en Chine, en Inde. Presque tous les postes nécessitent des compétences accrues : la manutention s'est transformée en logistique, le travail à la chaîne suppose la familiarité avec des commandes numériques » Il n'y a plus de travail pour un jeune « non qualifié en bonne santé ». « Il ne peut avoir l'espoir de faire vivre une famille dans un horizon de temps prévisible ». « Cela affecte sa masculinité, rapporte Kathleen Bishop, qui travaille dans une clinique de Newark, d'autant que pour les filles peu qualifiées, le marché de l'emploi domestique, la restauration, la distribution offrent un peu plus d'opportunités. Comment s'étonner dès lors des comportements violents où l'on cherche à s'affirmer comme un "fort" ? Comment s'étonner de l'enfermement et du mutisme des adolescents violents, soucieux de démontrer que rien ne les atteint ? Pour certains d'entre eux, multiplier les partenaires sexuels et les enfants illégitimes est une autre manière d'affirmer leur puissance dans un

univers où le travail a disparu, d'autant que les jeunes mères partagent souvent une partie de leurs revenus et de leurs allocations avec le père de leurs enfants. »

Pour le très conservateur Charles Murray, ancien expert de l'évaluation des programmes publics d'intégration, on voit émerger une « sous-classe » anémique de jeunes très pauvres, devenus dès l'adolescence « incapables de travailler, de se former, d'écouter les conseils des autres, de faire vivre et de fonder une famille, *a fortiori* de transmettre les valeurs américaines ». Ces marginaux – ils se comptent par millions – survivent grâce aux dernières allocations, à la couverture médicale gratuite, au « système D » et à l'économie criminelle. On peut, selon lui, modéliser la désintégration d'une partie des plus pauvres et d'une partie des nouveaux immigrants en l'espace de trois ou quatre générations.

— *À la première génération*, les conditions économiques et culturelles de l'intégration – économie offrant une large place au travail manuel, fortes valeurs familiales des immigrants – produisent chez les nouveaux Américains et chez une partie des Noirs des comportements dans lesquels les Américains implantés depuis quelques générations reconnaissent facilement leur histoire familiale : dur labeur, soif d'apprendre, sens de l'économie, patriotisme, désir d'expression civique. Les immigrants poursuivent le rêve américain et bénéficient de la sympathie de tous.

— *À la seconde génération*, les conditions économiques de l'intégration sont moins faciles, mais les familles tiennent. Elles encouragent encore leurs enfants à réussir par l'école, mais sans nécessairement pouvoir leur fournir le soutien nécessaire. Les enfants voient de plus en plus leurs parents vivre d'allocations, de petits boulots ou d'expédients. Ils désespèrent de pouvoir s'en sortir un jour. Les Américains plus aisés assistent impuissants à l'augmentation de la pauvreté. Leur générosité est sollicitée, mais ils se sentent impuissants à assurer l'intégration de « toute la misère du monde ».

— *À la troisième génération, les structures familiales s'effondrent. Les enfants n'ont plus de modèles parentaux. L'autorité paternelle disparaît. Les familles monoparentales organisées autour d'une mère célibataire assistée se multiplient. La violence progresse chez les jeunes, elle s'intensifie et devient plus précoce. Les Américains intégrés, y compris les migrants des générations précédentes, ne se reconnaissent plus dans ces quartiers dangereux où grandit un discours de haine dirigé contre eux. Ils redoutent ces nouvelles « classes dangereuses » et cherchent à les cantonner en marge de la société, par la ségrégation et la répression, conçues comme seuls moyens d'éviter l'explosion de la criminalité. Ils ne voient plus comment la dynamique de déstructuration économique et « morale » peut s'inverser et sont tentés d'abandonner les quartiers les plus difficiles à eux-mêmes.*

## **2. L'immigration telle qu'elle est organisée par le système de quotas complique l'intégration**

— *Les quotas professionnels ont rendu impossible l'immigration légale des travailleurs peu qualifiés susceptibles de s'employer dans le BTP, les services, l'industrie ou même l'agriculture.*

— *Pour contourner les quotas, des organisations criminelles de passeurs se sont organisées pour forcer l'entrée aux États-Unis : elles attaquent les patrouilles frontalières et les garde-côtes ; elles pratiquent l'intimidation à l'égard des policiers, des administrations de contrôle qui veulent s'engager plus avant dans la répression des clandestins ; elles ont noué des liens avec les réseaux américains de la prostitution, mais aussi avec bon nombre d'employeurs. Ces pratiques aboutissent à un nouveau profil de migrant : pauvre, endetté, financièrement tributaire des réseaux de passeurs, immédiatement « pris en charge » par des réseaux criminels ou des « employeurs véreux » aux États-Unis. Ces nouveaux clandestins très « encadrés » s'intègrent difficilement ; ils participent peu aux activités communautaires ; ils ne s'intéressent guère aux questions politiques ; ils s'in-*

vestissent moins dans la scolarisation de leurs éventuels enfants. La communauté hispanique qui essaie de s'intégrer politiquement est aujourd'hui gênée par l'afflux de ces nouveaux migrants issus des Caraïbes ou d'Amérique centrale, parmi lesquels le taux de criminalité est fort et la pauvreté grandissante.

— *Les quotas sur les permis de travail et les naturalisations ont abouti à multiplier les illégaux*, anciens clandestins souvent présents aux États-Unis depuis plusieurs années, désormais employés, patrons de PME, cadres d'entreprise dans certains cas. Ces illégaux n'ont jamais été naturalisés à cause des quotas sur la naturalisation. Ils sont plus de 10 millions aux États-Unis. Ils ne votent pas, ne peuvent pas se présenter aux élections ni devenir fonctionnaires titulaires. Ils sont potentiellement menacés d'expulsion ou de sanction ainsi que leurs enfants. Ils réagissent vivement aux propositions de l'administration Bush qui veut leur faire payer une forte amende en échange de leur régularisation. Ils dénoncent les restrictions quantitatives au droit d'asile, au regroupement familial, qui aboutissent à allonger chaque année les listes de candidats.

### **3. Les solutions réactionnaires du néoconservatisme moral**

Le retour aux « valeurs morales » se présente comme une réponse à la crise sociale en Amérique, aux problèmes de l'immigration et de l'intégration en particulier. Il a été lancé dans la mouvance des Églises évangéliques, mais il rencontre un écho intéressé chez les catholiques, une partie de la communauté juive et dans le Sud baptiste. Il contribue à structurer un « mouvement conservateur » que les Républicains ont adroitement capté, en attirant vers leur candidat une partie des voix des Hispaniques, des Noirs du Bible Belt, des juifs religieux. Les thèmes récurrents de ce mouvement sont :

— *Le retour à la famille*, comme forme sociale « naturelle » et, en son sein, des rôles traditionnels du père, de la mère et de l'enfant. Pour eux, la famille stable est l'institution « naturelle » de la société.

Elle est la plus légitime, la plus efficace. C'est la première école, c'est la première assurance contre les risques de la vie. Il faut donc « libérer » les familles en réduisant les impôts qui pèsent sur elles. Il faut leur faire confiance pour assurer pleinement leur rôle social. Il faut décourager les comportements anti-familiaux. Ces principes se traduisent aujourd'hui par :

- la réduction des programmes publics d'intégration ;
- la diminution des allocations aux mères célibataires afin de décourager les unions illégitimes et la cohabitation hors mariage ;
- le *voucher* scolaire : il faut laisser aux familles pauvres le choix de leurs écoles. Elles peuvent recevoir un bon pour placer leurs enfants dans des écoles privées. Ce bon est l'équivalent de ce que coûte la scolarité dans un établissement public. Avec ce système, les parents pauvres peuvent rescolariser leurs enfants dans l'enseignement religieux de leur choix sur fonds publics.

– *Le retour au communautarisme religieux.* Pour les néoconservateurs, les difficultés d'intégration ne renvoient pas seulement à la mauvaise transmission des valeurs par les familles. Elles proviennent aussi de la difficulté qu'ont les individus à s'orienter et à se construire intérieurement. Pour eux, seules les communautés spirituelles peuvent fournir les ressources nécessaires à changer les âmes. C'est la raison pour laquelle ils assurent un soutien public aux *faith-based initiatives* – œuvres caritatives des Églises.

– *Un durcissement identitaire de la politique migratoire et des naturalisations.* De nombreux États ont déjà adopté l'anglais comme langue officielle et pris leurs distance vis-à-vis de la discrimination positive à l'égard des migrants; des élus demandent aujourd'hui de durcir les conditions d'accès à la citoyenneté américaine. L'administration Bush préfère parler, de manière plus hypocrite, de :

- l'immigration à durée déterminée;
- la naturalisation négociée des illégaux (naturalisés contre le paiement d'une amende);

## CONCLUSION

---

En France, certains croient pouvoir emprunter à un « modèle américain » qu'ils connaissent mal des solutions qui seraient plus efficaces que celles de l'intégration républicaine : les quotas professionnels pour l'immigration, l'encouragement aux institutions communautaires confessionnelles, la discrimination positive. Aux États-Unis, ces dispositifs contestés ne jouent pas un rôle important.

Les Américains sont beaucoup plus fiers du grand nombre d'institutions de toute nature qui font vivre, sur le terrain et dans les tribunaux, le combat en faveur des droits civiques et la lutte contre les discriminations.

Leur patriotisme n'est pas formel : ils aiment leur pays, ils se sentent considérés. Ils ont appris à s'accommoder raisonnablement des différences et à assurer, progressivement, l'élargissement de leur classe politique.

Ces principes et ces institutions sont très vivants.

Les Américains sont pragmatiques. Ils mesurent aussi l'échec de certaines politiques : la discrimination positive n'a pas eu les effets escomptés, les efforts privés ne suffisent pas à compenser les effets de la fracture scolaire et la politique de quotas nuit à l'intégration.

Ils ne rejettent pas en bloc la réflexion néo-conservatrice. Ils s'accordent sur le fait qu'il faut sans doute apporter plus d'attention :

- à la personne de l'enfant ;
- à l'individu et à ses besoins psychologiques et spirituels ;
- à la famille et à sa capacité à transmettre ;
- au rôle positif des Églises.

Les Américains sont créatifs. Face au cloisonnement croissant de leur société, les intellectuels appellent avec force à :

— *La refondation de la méritocratie scolaire américaine :*

- par le soutien intensif gratuit aux enfants qui réussissent ;
- par le tutorat et le parrainage par des adultes ;
- par l’enseignement du multilinguisme ;
- par rénovation du système de bourses à tous les niveaux.

C’est aujourd’hui le pari des dirigeants de l’actuelle communauté hispanique qui entend refaire son retard. Elle veut donner à ses meilleurs éléments une formation complémentaire aux réalités politiques locales et fédérales, leur ouvrir les carnets d’adresse, faciliter le transfert d’expérience, la confiance entre les générations et le passage de relais.

— *La création de nouveaux lieux de rencontre et de pensée* fortement internationaux, largement ouverts à la diversité, à l’interdisciplinarité, échappant à la pensée binaire, aptes à nourrir la réflexion par les apports de la culture.

**ANNEXE**  
**SYNTHÈSE DES ENTRETIENS RÉALISÉS**  
**À NEW YORK ET À WASHINGTON**

du 25 janvier au 1<sup>er</sup> février 2006

---

Cécile Chavel, Franck Debié, Jérôme Monod

■ **Programme New York** du 25 au 29 janvier 2006

**Mercredi 25 janvier 2006 (Ethnicité)**

Jean-Marc Coicaud, philosophe (Head of UN University)

Arvind-Pal Mandair, Histoire des religions (Hofstra University, New York)

Jocelyn Maclure, politologue (Université Laval, Canada)

**Jeudi 26 janvier 2006 (Psychologies et religions)**

James W. Jones, psychothérapeute (Rutgers University, New York)  
et Kathleen Bishop, psychothérapeute (Madison, New Jersey)

Daniel Cruise, politologue (Managing Director, Foreign Policy Leadership Council)

Naomi Goldenberg, histoire des religions (Université d'Ottawa, Canada)

**Vendredi 27 janvier 2006 (Genre, race, sexualité)**

Ann Pellegrini, sciences sociales (City University of New York)

Mary Keller, anthropologue des religions (University of Wyoming)

Paola Mieli, psychanalyste à New York

**Samedi 28 janvier 2006**

John Edward Sexton, juriste et théologien, President, New York University

■ **Programme Washington** du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février 2006

**Lundi 30 janvier 2006**

Brent Wilkes, National Executive Director (League of United Latin American Citizens)

John Fonte, Director (Center for American Common Culture) et

John Sullivan, Director (Center for European Studies)

John Farina, théologien (Woodstock Theological Center)

Esther Aguilera, President et CEO (Congressional Hispanic Caucus Institute)

**Mardi 31 janvier 2006**

James « Jim » Towey, Assistant to the President and Director (Faith-Based and Community Initiatives)

Charles Murray, économiste (WH Brady Scholar, American Enterprise Institute)

Diana Wells, Co-President (Ashoka), M<sup>me</sup> Karen Lawson, Executive Director (Leadership Conference on Civil Rights Education Fund) et Anjami Thakur, Field Manager (Leadership Conference on Civil Rights)

**Rencontres avec divers interlocuteurs impliqués dans la prévention du crime et de la délinquance**

– Annie Russell, Executive Director (Office of Organization Development)

– Sergent Alexander, Washington Police Department

– Représentant du Youth Violent Prevention Unit

– Représentant de l'Alliance of Concerned Men

– Représentant de l'East of the River Clergy Police and Community Partnership

**Visite dans un quartier difficile et rencontre avec des travailleurs sociaux**

**Mercredi 1<sup>er</sup> février 2006**

Entretien avec les dirigeants de l'American Jewish Committee

Arsalan T. Iftikhar, National Legal Director (CAIR, Council on American-Islamic Relations)

Déjeuner avec l'Ambassadeur Jean-David Lévitte (à la Résidence)

Togo West, President (The Joint Center for Political and Economic Studies)

Michele Combs, avocate, Director of Communication (Christian Coalition America)

## **SYNTHÈSE DES ENTRETIENS RÉALISÉS À NEW YORK**

du 25 au 29 janvier 2006

---

**Arvind MANDAIR**, professeur d'histoire des religions, Hofstra University, New York.

M. Mandair est un sikh d'Inde immigré en Grande-Bretagne, où il a fait ses études. Après une formation de physicien, il devient philosophe des religions, poussé par son interrogation sur les questions d'identité.

---

### **1. Les notions d'identité, de religion et de culture peuvent se rejoindre, mais ne sauraient se confondre ni être assimilées.**

L'identité communautaire est un concept d'appartenance lié à une histoire, à un pays d'origine, à une langue d'origine. L'individu puise dans cette identité un certain sens de l'honneur, de l'affirmation de sa propre valeur, en lien avec les valeurs du groupe.

Le port du turban comme symbole culturel est un signe de sa souveraineté individuelle. L'honneur du sikh est de pouvoir se présenter ainsi face aux autres.

L'identité communautaire permet de se sentir en sécurité dans le partage de valeurs communes.

Souvent, quand on réduit la communauté à la religion, c'est pour l'utiliser comme instrument politique, mais cela ne correspond pas à une réalité.

### **2. Un contexte particulier peut provoquer une résurgence de l'affirmation communautaire :**

– soit quand il y a menace d'oppression ou de disparition de la communauté et de ses valeurs,

– soit quand il y a menace de confusion avec d'autres identités.

Par exemple, deux époques ont favorisé une recrudescence de l'affirmation communautaire de l'identité sikhe : en 1870, sous la pression de la colonisation britannique, et dans les années 1990, avec la menace du nationalisme indien, puis avec le développement des fondamentalismes islamiques et la confusion qui pouvait se produire du fait de l'apparence. J'ai moi-même décidé de revêtir à ce moment les marques d'appartenance religieuse sikhe que sont le turban et la barbe.

### **3. L'intégration d'immigrés dans des pays étrangers est facilitée quand leur éthique correspond à celle des pays d'accueil, ou peut s'y acclimater de façon harmonieuse.**

Par exemple, les sikhs, communauté née en 1699 des conflits entre l'hindouisme et l'islam, ont une éthique assez compatible avec celles des pays occidentaux, qui de ce fait s'est toujours bien adaptée. Il existe trois principes sikhs fondamentaux :

– « médite sur le nom de l'Un » (qui peut être compris comme Dieu, mais immanent) ;

– « partage ce que tu as » ;

– « travaille » (le terme sikh signifie « celui qui apprend »).

Ces principes ne contreviennent pas aux principes chrétiens.

Mais l'identité sikhe est parfois revendiquée avec force par des individus qui critiquent par ailleurs volontiers l'organisation de leur communauté.

Je ne suis pas d'accord avec la construction dogmatique d'une identité sikhe qui serait religieuse et linguistique. C'est une construction qui remonte à l'ethnographie coloniale. C'est une définition fermée et exclusive dans laquelle je ne me reconnais pas et qui mérite d'être déconstruite. Néanmoins, mon honneur est de pouvoir m'affirmer tel que je souhaite m'exprimer.

Mais si les divergences entre les éthiques sont trop fortes, les mesures de quotas ne peuvent permettre une intégration réussie. On ne peut pousser une communauté à sortir de ses valeurs pour être

mieux représentée dans un pays d'accueil sans créer de tensions.

#### **4. Toutes les traditions religieuses devraient réfléchir sur elles-mêmes.**

Cette réflexion leur permettrait de mieux se connaître les unes les autres et de savoir identifier leur spécificité irréductible ou au contraire leurs points de convergence et de rencontre possibles. Cela permettrait d'être attentif aux évolutions et aux apports mutuels créés par le contact des religions entre elles, dans un dialogue permanent qui assurerait une fluidité naturelle et moins de sensation de menace de la différence.

#### **Ce que l'on pourrait retenir pour la France :**

- Développer les occasions et les différentes manières de dialoguer entre les différentes traditions religieuses (y compris chrétiennes).
- Proposer davantage de formation dès l'école sur les diverses traditions religieuses avec une relecture de leurs textes fondateurs, pour donner aux populations les moyens de mieux connaître leurs propres traditions et celles des autres et de mieux percevoir leurs évolutions respectives, notamment avec l'interpénétration due à la mondialisation.
- Soutenir les communautés dans leur tentative de mettre en place leurs systèmes de solidarité et de fonds d'investissement.

---

**Jocelyn MACLURE**, politologue, Université Laval, Canada.

M. Maclure, professeur de philosophie politique d'origine québécoise, soutient un point de vue anti-essentialiste sur les identités.

---

La diversité culturelle au Canada et les luttes sociales et politiques des années 1980, ont poussé les gouvernements (en lien avec les chercheurs en philosophie du droit) à faire évoluer la justice par la constitution de nouvelles normes juridiques servant de support

aux politiques publiques.

La notion fondamentale proposée par les philosophes et retenue par les politiques est celle de reconnaissance du droit à la différence comme norme juridique.

Ce droit est issu du désir individuel d'assumer publiquement une différence face à des institutions – l'école, l'entreprise, l'administration – qui refusent de la reconnaître, voire organisent la discrimination contre elle.

La reconnaissance de ce droit déploie ses effets dans trois domaines distincts :

- défense inaliénable des droits individuels fondamentaux de la personne et de sa dignité ;
- développement des droits économiques et sociaux avec une redistribution plus égalitaire des ressources en faveur de la minorité ;
- création de droits culturels : on n'exige plus l'assimilation, mais l'intégration avec maintien de certaines pratiques culturelles, comme moyen terme entre balkanisation et assimilation.

Le Canada a dû créer des critères pour évaluer, déterminer et fixer les limites de la reconnaissance. Ce pays a bâti une typologie des diverses formes de reconnaissance.

La politique de l'« accommodement raisonnable » obéit à un principe régulateur supérieur qui est celui de l'intégration. Les types de reconnaissance sont constitués en fonction de leur potentiel par rapport à une intégration réussie. C'est une politique visant ouvertement à l'intégration dans le pays d'accueil. Une reconnaissance des différences ethniques et même une valorisation du patrimoine culturel du nouvel arrivant permettront un sentiment de respect et de générosité qui favorisera le sentiment d'appartenance au pays d'accueil, et donc la cohésion sociale. Au Canada, la pratique a totalement confirmé cette hypothèse.

C'est en fonction de ce potentiel d'intégration que le juge décide

s'il y a lieu ou non d'accommoder la différence. Par exemple, le port du turban est autorisé dans la police canadienne et ne poserait pas de problème dans un grand nombre d'États fédérés. Le juge considérera en effet que la participation à la police contribue à l'intégration des migrants, à l'image intégratrice des institutions publiques. Le port du voile est toléré à l'école pour que ces femmes puissent se mêler aux autres femmes et avoir une connaissance élargie d'autres pratiques, afin de favoriser leur intégration, plutôt que leur exclusion dans des écoles séparées. En revanche, il pourra interdire l'application de la *charia* et même des règles talmudiques pour les arbitrages qui portent sur les divorces ou les héritages car ces codes singularisent les individus, les enferment dans une pratique communautaire qui les tient à l'écart du reste de la société.

Le traitement de la différence « musulmane » en France laisse perplexes les tenants de l'accommodement rationnel : comment peut-on se résoudre à ce que des filles renoncent à l'école parce qu'on leur y interdit le voile islamique tout en accordant des heures de piscines réservées aux femmes en dépit des principes élémentaires de mixité de l'espace public ?

Le Canada a mis au point un pacte social avec l'immigrant fondé sur le respect des principes de la société canadienne et de sa constitution : l'immigrant doit respecter les principes de la démocratie libérale qui valorisent la diversité des opinions et des cultures. Mais, en contrepartie, il sera valorisé et soutenu dans sa spécificité. Par exemple, des fonds publics ont été affectés à la construction de lieux de culte ou de journaux publiés en langue du pays des immigrants.

La société canadienne repose ainsi sur une laïcité souple, dynamique et ouverte.

La reconnaissance de la spécificité de l'immigré par le pays d'accueil est un facteur-clé d'une intégration réussie. À l'inverse, les exclusions symboliques dans les discours nuisent gravement à l'intégration.

Des politiques de quotas ont certes été mises en place, mais elles sont transitoires, temporaires et la politique d'intégration menée au Canada repose pour l'essentiel sur ce principe de l'accommodement raisonnable des différences.

La promotion politique des minorités repose sur quatre piliers :

- l'enregistrement sur les listes électorales, un combat commun aux associations communautaires et aux militants des droits civiques ;

- la formation d'un vivier de candidats : elle est d'autant plus difficile que les minorités s'intéressent souvent davantage à la promotion économique et sociale. Par ailleurs, la maîtrise de la langue, du droit, de la sophistication de la vie politique suppose un investissement très important. Enfin, les candidats éventuels ont rarement les moyens d'une campagne. Les partis nationaux hésitent à les présenter. Il faut donc les doter. Donner le goût des responsabilités, fournir une formation juridique et politique bon marché, trouver des mentors et des sponsors, c'est l'activité de nombreuses *leadership conferences* communautaires ;

- le soutien aux candidats élus, quelquefois mal vus de leurs partis d'affiliation. C'est la fonction des *councils* ou des *resource centers* dont la communauté noire a offert l'exemple le plus abouti avec le Joint Center for Political and Economic Studies ;

- la définition de certains thèmes d'action communs aux élus d'une communauté, quelle que soit leur tendance politique : c'est la fonction des *caucus* d'élus et des *committees* communautaires qui se rencontrent annuellement. Leur travail est souvent préparé par des think tanks communautaires. Le travail des *caucus* est très focalisé. Plus une communauté se structure, s'intègre, se diversifie, plus il est difficile de faire fonctionner un *caucus* ou un lobby minoritaire. Pour la communauté juive, le soutien à Israël, un droit d'asile généreux et la lutte contre le terrorisme sont pratiquement les seuls points sur lesquels il est possible de dégager un consensus.

Au niveau économique, le multiculturalisme est perçu au Canada comme un facteur de développement permettant d'attirer les investissements étrangers et de favoriser la créativité. Le multiculturalisme est constitutif du Canada et n'implique pas un affaiblissement de l'État. Il est promu dès le système scolaire, avec notamment des programmes d'enseignement intitulés « éthique et cultures des religions ».

La reconnaissance des spécificités culturelles et religieuses n'implique pas le relativisme absolu ni la dissolution de ses propres valeurs, mais nécessite le dialogue respectueux des différences pour essayer de construire un « vivre ensemble » harmonieux.

#### **Ce que l'on pourrait retenir pour la France :**

- L'idée d'un pacte social à responsabilités réciproques pour les immigrants et l'État.
- L'affirmation forte d'une éthique de démocratie libérale respectueuse des différences parce que d'abord respectueuse d'elle-même.
- L'idée de la création de normes juridiques spécifiques pour la reconnaissance de ces différences en fonction de leur potentiel d'intégration à la société.

**Naomi GOLDENBERG**, professeur d'histoire des religions, l'Université d'Ottawa.

M<sup>me</sup> Goldenberg se présente comme une femme athée de culture juive. Après une première expérience dans la publicité, elle entreprend un cursus d'études religieuses, à l'époque où les *gender studies* étaient en pleine expansion. Elle commença ses recherches par la critique féministe des religions établies, mais déplore que son domaine d'étude se soit peu à peu modifié et rigidifié.

---

## 1. Identité et religion

Les féministes sont devenues de simples représentantes des traditions religieuses existantes, et ont limité leur champ de réflexion à savoir ce que ces traditions pouvaient apporter aux femmes.

Je considère cette évolution comme symptomatique d'une tendance générale, depuis une quinzaine d'années, à l'exacerbation et au repli des identités religieuses sur elles-mêmes.

S'est en effet développée au Canada une pression pour avoir absolument une étiquette identitaire. Cet impératif enferme l'individu dans une définition identitaire rigide qui fait fi de la perception personnelle, subjective que chacun se forge de sa propre identité. Obliger les gens à se présenter et se définir comme « juif » ou « musulman », ou « Américain », ou « féministe » revient à réduire l'identité d'une personne – forcément complexe et diverse – à une seule dimension<sup>1</sup>.

Les concepts tels que ceux d'« identité culturelle » ou de « religion » sont vides de sens s'ils sont pris isolément car ils sont toujours

---

1. Elle s'inspire pour cette critique de certains ouvrages :

- J.-F. Bayard, *L'illusion identitaire*, Fayard, 1996. Ce livre défend l'idée d'une fluidité nécessaire des identités qui devrait exclure *a priori* toute forme de fixité qui ne serait qu'une caricature réductrice et finalement toujours stratégique et politique.

- T. Masuzawa, *The invention of world religions*, University of Chicago Press, 2005. Il défend également le point de vue que l'on fixe les gens dans des cases si on essentialise les identités dans des concepts vides.

- N. Bissoondath, *Selling illusion, the Cult of Multiculturalism in Canada*, Toronto, Penguin Books, 2002.

dépendants d'un contexte complexe (historique, géographique, philosophique, politique).

Il me semble que l'identité revêt toujours un aspect religieux et que la religion est politique par excellence; religion et politique entretiennent entre eux des rapports étroits.

Par ailleurs, on est appelé à se réclamer d'une « identité » particulière si l'on est dans un contexte de menace, de peur ou d'autoritarisme.

## 2. Multiculturalisme

L'idée répandue selon laquelle le multiculturalisme serait créateur potentiel de conflits me paraît singulièrement erronée. La fluidité naturelle des identifications est plus respectueuse de la psyché qu'un système tendant à l'assimilation et favorise au contraire une coexistence pacifiée.

Il me semble qu'il n'y a pas réellement d'identité, mais qu'il n'y a que des actes d'identifications.

Mais le « multiculturalisme » est aujourd'hui dévoyé au Canada. Il réduit en effet les cultures aux « trois D » – *dress, dance, dinner* – à des fins stratégiques pour cristalliser les questions identitaires autour de formes d'expression superficielles. Procède d'ailleurs de la même logique le fait qu'au Canada, on se garde bien de mentionner les immigrants américains, français ou anglais, ces trois pays restant les anciennes puissances coloniales.

Or ces méthodes sont perçues comme une menace de dissolution de l'identité et conduisent les traditions religieuses à réagir : par exemple, le judaïsme se présente aujourd'hui comme une « foi », ce qui n'était jamais le cas auparavant. Cela devient une « chose » à protéger contre les menaces. La foi devient une nouvelle mode en Amérique du Nord. Même M<sup>me</sup> Hilary Clinton doit se présenter comme une personne religieuse pour obtenir des voix.

### **3. Les paradoxes soulevés par les lois sur le multiculturalisme sont sans fin, et les tergiversations juridiques aussi.**

Par exemple, une loi a été votée au Canada interdisant tout discours haineux ou incitant à la haine contre les homosexuels et spécifiant : « sauf si c'est pour des raisons religieuses » !

Aberration totale de la tolérance devant inclure l'intolérance, par respect des différences religieuses, érigé alors comme un dogme absolu. Aberration de la démocratie devant tolérer la haine pour respecter les « identités » religieuses. Par exemple, le coran contient une incitation pour le mari à battre son épouse si elle ne lui obéit pas. Comment tolérer cela dans une législation ? Des demandes de Cours de justice religieuse ont été faites, d'abord acceptées pour le judaïsme, puis refusées seulement récemment pour la *charia*.

Le multiculturalisme d'État réintroduit paradoxalement des pratiques d'intolérance.

### **4. Les racines de la violence dans la société**

La violence naît des inégalités sociales, de l'absence de mobilité sociale, plus que de la pauvreté en tant que telle. C'est si l'on voit ce que l'autre possède et qu'on n'a pas qu'on devient violent.

Il faudrait autoriser tout type de discours par liberté, et tout port d'insigne religieux. La libre expression est la meilleure garante d'une moindre violence.

Le problème est que la liberté est anxiogène et que les gens réclament des cadres de conduite qui les déchargent du choix. Par exemple, des femmes laïques sont devenues fondamentalistes pour que leurs maris aussi soient soumis à des règles et ne les trompent pas.

Les partis politiques utilisent les Églises pour de fournir cette sécurité aux électeurs dans le but d'obtenir leur vote et de mieux les contrôler.

Je m'interroge sur la forme de violence contenue dans l'image de la masculinité de nos jours, et dans une sorte d'amour de la guerre. Je le perçois comme un besoin d'intensité, d'aventure, de

faire quelque chose de grand, d'exceptionnel, de se sacrifier à une cause, besoin qui n'est plus comblé par une ambiance molle de consommation comme unique activité et seul remède. Le stress provient souvent de l'ennui.

On devrait former les enfants à l'engagement humanitaire, les sensibiliser aux grandes causes, et exiger davantage des citoyens dans ces domaines.

### **Ce que l'on pourrait retenir pour la France :**

- La prudence quant à la formulation d'éventuelles lois apportant l'idée de multiculturalisme, avec l'idée qu'une reconnaissance sans limites de toute tradition religieuse peut ouvrir la voie à l'intolérance, à la haine et à des pratiques contraires aux droits de l'homme.
- La nécessité d'une formation à l'idée de tolérance (notamment avec des enseignements des langues), et d'investissement pour l'humanité, dans de grandes causes.
- La prudence dans l'utilisation de concepts tels que ceux d'« identité » ou de « religion », notamment dans des textes de loi, amenant une réduction et une rigidification néfastes des traditions que l'on souhaitait aider.

---

**James JONES**, professeur, psychothérapeute, New York.

**Kathleen BISHOP**, professeur, psychothérapeute, New Jersey.

---

En tant que psychothérapeutes dans des banlieues ou milieux défavorisés, ils soulignent la terrible iniquité du système de protection sociale aux États-Unis, laissant à la sphère privée tout ce qui ne concerne pas la défense, la police et la politique étrangère.

### 1. L'absence de justice sociale et de conscience sociale.

Aux États-Unis, ce sont les Églises qui remplissent le rôle de charité et d'aide sociale. Mais c'est un processus purement individualiste.

Il y a un système de justice pénale qui fonctionne, mais pas de justice sociale.

Il n'y a pas vraiment de prise de conscience globale de la situation de paupérisation des classes moyennes. Il n'y a pas de réaction sous forme d'organisation politique, ni même d'interrogation collective sur les raisons d'une situation aussi inégalitaire dans le pays.

Les Américains sont comme anesthésiés par les médias qui seraient « aux mains de trois grandes compagnies », et par le consumérisme.

Dans les quartiers pauvres, le rêve américain semble bel et bien terminé, mais les gens ne s'en rendent pas encore compte, du fait de l'atomisation de la société. Les ghettos sont plus que jamais une réalité.

Il n'y a pratiquement aucun travail pour quelqu'un qui n'a pas une formation de type *high school*, *a fortiori* s'il est noir. Ce qu'il peut gagner en travaillant de temps en temps à l'heure ou au noir ne suffit presque jamais à payer le loyer d'une maison ou même d'un petit appartement... Alors on reste là où l'on est né, dans une Amérique où les gens déménagent en moyenne au moins tous les cinq ans. Pour les policiers des quartiers défavorisés de Washington, l'enfermement dans le ghetto est un piège redoutable pour les jeunes qui préfèrent rester dans leur quartier et pouvoir bénéficier de la solidarité familiale et de celle du clan, plutôt que de subir l'exclusion totale ailleurs.

L'exclusion scolaire se transforme en exclusion économique et sociale durable. Il n'existe plus vraiment de filière manuelle pour les garçons. Autrefois, il était possible de commencer comme manœuvre dans une usine, de gagner (mal) sa vie assez rapidement, de se

former sur le tas et de progresser à l'ancienneté si tout allait bien. Ces emplois manuels faiblement qualifiés ont disparu avec la désindustrialisation et les délocalisations. Presque tous les postes nécessitent des compétences accrues : la manutention s'est transformée en logistique, le travail à la chaîne suppose la familiarité avec des commandes numériques... Il n'y a plus vraiment de travail pour un jeune non qualifié en bonne santé. Il ne peut avoir l'espoir de faire vivre une famille dans un horizon de temps prévisible. Cela affecte sa « masculinité », d'autant que pour les filles peu qualifiées, le marché de l'emploi domestique, la restauration, la distribution offrent un peu plus d'opportunités. Comment s'étonner dès lors des comportements violents où l'on cherche à s'affirmer comme un « fort » ? Comment s'étonner de l'enfermement et du mutisme des adolescents violents, soucieux de démontrer que « rien ne les atteint » ? Pour certains d'entre eux, multiplier les partenaires sexuels et les enfants illégitimes est une autre manière d'affirmer leur puissance dans un univers où le travail a disparu, d'autant que les jeunes mères partagent souvent une partie de leurs revenus et de leurs allocations avec le père de leurs enfants.

Les Américains ont tendance à se culpabiliser individuellement s'ils ne réussissent pas, plutôt que de s'organiser socialement.

La stratification de la société est devenue une réalité. La mobilité sociale est beaucoup plus faible que dans les années 1970. Pour certains chercheurs, elle régresse. Les Américains ont, selon une enquête nationale du New York Times, beaucoup plus de probabilité qu'il y a trente ans de finir dans la classe sociale où ils sont nés.

La classe moyenne est plus que jamais cassée en deux : d'un côté, les parents qui ont de l'argent, des relations, du capital social, du savoir réussissent à assurer la réussite de leurs enfants ; de l'autre, les parents surendettés, qui n'ont pas de relations, ne connaissent pas les stratégies scolaires adéquates, n'investissent pas de manière volontariste dans l'éducation risquent de plus en plus de voir leurs enfants déclassés, d'autant qu'ils n'auront pas grand-chose à leur

léguer. Ce destin est souvent celui des entrepreneurs issus de l'immigration qui ont du mal à transformer l'essai de l'intégration pour leurs enfants.

L'accès à la classe moyenne est difficile : les moins pauvres des pauvres sont de moins en moins aidés ; ils doivent payer les coûts de leur santé ; ils doivent payer la scolarisation de leur enfants ; leur niveau d'imposition n'est pas dérisoire ; ils sont sollicités par un marketing agressif de toutes les enseignes et de tous les services. Leurs enfants, leurs voisins les poussent à la consommation. Ils enchaînent souvent deux emplois pour pouvoir s'en sortir. Les ménages résistent mal à l'excès de travail, au stress, à l'isolement dans la vie suburbaine. Faute de liens avec la famille, dont on s'est presque toujours éloigné à cause de la mobilité professionnelle, faute de voisins, les gens doivent tout payer « plein pot » : les transports (il n'existe pratiquement plus de transports publics dans la plupart des banlieues), le baby-sitting, la culture, et jusqu'à la possibilité d'avoir des contacts avec les autres. Beaucoup de travailleurs pauvres, payés à l'heure, sont obsédés par la crainte de décrocher, de tomber dans l'exclusion. Ils ont le sentiment de ne pas « s'en sortir ». Ils investissent peu ou mal dans l'éducation. Ils n'ont pas le temps. La religion est souvent pour eux un réconfort, un moment d'émotion, une source de courage.

L'insolente fortune personnelle de chacun des « ultra-riches » se compte en milliards de dollars. Ils sont de plus en plus nombreux. Les villas palatiales, les yachts de luxe, les jets privés, les musées personnels signalent la vigueur de cette Amérique parvenue qui, pour partie, se désintéresse du destin de la nation, vit entre plusieurs pays et ne tire plus des États-Unis l'essentiel de ses ressources.

## **2. La vie de famille est mise à mal par l'isolement, même dans les banlieues où résident les classes moyennes.**

Dans les milieux qui ne sont pas prisonniers du ghetto, on déménage en moyenne tous les cinq ans, ce qui crée de l'instabilité dans

les familles. C'est moins le cas en ce moment car les offres d'emplois ne sont plus assez nombreuses.

Cette mobilité professionnelle – qui a éloigné les parents, les enfants, les collatéraux – a amplifié l'isolement des individus. Beaucoup de gens vivent seuls et meurent seuls. La famille est réduite à peu de choses, un ou deux parents, un ou deux enfants. La vie de voisinage a pratiquement disparu. Chaque famille vit refermée sur elle-même. Les emplois du temps sont souvent délirants, avec le double emploi, les nombreuses activités des enfants, la dispersion des lieux de vie. La solitude à deux est le sentiment qui prévaut dans beaucoup de couples. L'anonymat, l'isolement des individus sur un continent qui privilégie la mobilité et le libre choix de vie ne sont pas des nouveautés. L'atonie des banlieues non plus. L'isolement s'accompagne d'un cortège connu de pathologies sociales.

Dans cet isolement, les rapports entre les individus peuvent rapidement devenir incestueux, la drogue fait des ravages, l'alcoolisme progresse, la libido cherche des satisfactions dans les jeux vidéo, les rencontres virtuelles sur Internet, dans une consommation pornographique très standardisée.

Les structures familiales s'effondrent. Les enfants n'ont plus de modèles parentaux. L'autorité paternelle disparaît. Les familles monoparentales organisées autour d'une mère célibataire assistée se multiplient.

La société américaine semble confrontée à l'affaiblissement des liens sociaux qui risque de compromettre son identité collective, qui reposait largement sur une certaine vraisemblance du « rêve américain ».

### **3. Le multiculturalisme ne pose pas vraiment problème.**

Les États-Unis ne sont pas un pays où la laïcité pose problème. La Révolution américaine n'a pas engendré le rejet des religions, contrairement à la Révolution française. Les États-Unis sont multiculturels par essence, puisque formés par les vagues d'immigrés.

grations. Si on a un passeport américain, on est considéré comme américain, quelle que soit la couleur, la religion ou l'appartenance ethnique.

La société américaine n'est guère confrontée à des formes de violence procédant d'un ressentiment social dû à des raisons ethniques ou religieuses (un peu plus depuis le 11 septembre pour les musulmans, cependant).

#### **4. Psychologie et religion vont bien ensemble.**

Du fait de la tradition anglaise de psychologie arrivée aux États-Unis avant la psychanalyse. William James a eu une grande influence et a notamment étudié les émotions religieuses. On ne trouve donc pas cette distinction française entre une psychologie athée et des religions anti-psychologie.

Ici, les gens d'Église peuvent être psychothérapeutes ou professeurs sans aucun problème et sans peur du prosélytisme.

#### **Ce que l'on pourrait retenir pour la France :**

- Se féliciter du système de protection sociale et tenter de le maintenir.
- Aider les disciplines à s'interpénétrer, à mieux se connaître et à coopérer les unes avec les autres.

---

**Ann PELLEGRINI**, professeur de sciences sociales, City University of New York

---

#### **1. Domination du protestantisme et de son mode de religion aux États-Unis comme croyance intime partagée, liée à l'identité américaine.**

Le « sécularisme » américain a toujours été implicitement lié au protestantisme et les États-Unis identifient la morale à la religion

protestante. Ce qui implique que certains chrétiens oppriment les autres (y compris les autres religions) sous le couvert de « valeurs communes ».

Les États-Unis confondent la démocratie et la chrétienté (on jure sur la bible au Congrès et l'on énonce « In God We trust ».). Un seul président américain n'était pas protestant.

Je pense que ces prétendues valeurs communes « américaines » imposées peuvent être déconstruites une par une pour démontrer cette domination protestante qui est liée à celle du *free market*.

## **2. L'érosion des valeurs américaines.**

Ces « valeurs communes » sont en fait des écrans qui servent à cacher leur contraire et leur utilisation hypocrite à des fins politiques.

– La « liberté » : on vante la liberté du marché, mais elle représente l'oppression des pauvres, d'une part, et la morale protestante, d'autre part. La liberté du marché, des individus, de l'Amérique est devenue synonyme de domination par des intérêts occultes, de violence des rapports de force, d'impérialisme sécuritaire.

On vante la liberté sexuelle, mais on impose les valeurs de la famille monogame comme modèle universel, ce qui conduit les homosexuels à demander le mariage.

On vante la liberté de la connaissance, mais les universités suivent la loi du marché et sont peu accessibles aux pauvres ou aux classes moyennes.

– La « famille » est imposée comme valeur de référence au nom de la morale, alors qu'elle sert en réalité à répondre à un besoin socio-économique. Les gens se marient souvent pour des raisons économiques (ou d'immigration), pour se protéger par manque d'intervention étatique, et l'État entretient la famille comme concept pour réaliser des économies. Par exemple, il va offrir des programmes de formation de mères de famille aux femmes divorcées dans l'espoir que ce sera ensuite leur futur second mari qui les fera vivre,

et qu'elles ne seront pas une charge sociale.

Par ailleurs, la famille, présentée comme un refuge face à la brutalité du monde et comme un lieu de transmission des valeurs, n'existe pas pour beaucoup de pauvres qui n'ont pas les moyens de la fonder. Elle est fragilisée par le stress des individus. Elle est le lieu de grandes violences conjugales. On prend aujourd'hui seulement la mesure du phénomène de l'inceste et des brutalités parentales. Pour beaucoup d'Américains, la famille est devenue un espace d'enfermement plus qu'un foyer librement choisi, car quitter son conjoint signifie souvent paupérisation et solitude.

– La « morale » elle-même est mise en avant, mais se réduit à des champs qui relèvent de la sphère privée, comme les pratiques sexuelles ou l'avortement, alors qu'elle n'est pas évoquée dans le monde des affaires, qui est un milieu terriblement immoral. Et l'on est pour la peine de mort.

– La « religion » est utilisée comme rhétorique nationale, alors que c'est en fait une réponse commode aux insécurités dues aux changements (changement de types de famille, d'emploi, globalisation de l'économie, terrorisme, etc.)

– La « différence » est présentée comme une bonne, chose mais on veut produire une culture commune. Il n'y a pas assez de débat contradictoire. Ils imposent une certaine façon d'être juif, par exemple, qui est une façon chrétienne : il faut être « croyant », avoir une « foi », et des pratiques reconnaissables.

– On est contre les ségrégations (loi de 1954), mais des ségrégations raciales apparaissent du fait de la ségrégation sociale, et il y a une montée des intolérances (les évangélistes, par exemple).

– Le culte du drapeau, symbole du patriotisme intégrateur, cache mal le sentiment de supériorité, le militarisme, l'obsession de la vengeance qui hantent l'Amérique depuis le 11 septembre. Il fonctionne comme le point de ralliement d'une société « insularisée » dans le monde, qui se sent menacée et appelle, sans y croire, un protecteur robuste.

La société américaine est pleine de contradictions et de faux-semblants sur ces « valeurs communes » qui, au lieu de créer du lien social, isolent les individus s'ils n'ont pas le réflexe de s'organiser en groupe (mouvement féministe, par exemple).

Les valeurs américaines traditionnelles sont des valeurs calvinistes : la foi dans le libre examen et le libre arbitre, le sens de la responsabilité et de l'engagement, la souveraineté individuelle. Ces valeurs donnent un rôle central à la vérité sur laquelle se fonde, selon Kant, toutes les conventions entre les hommes. Elles expliquent la foi américaine dans le libre jeu du marché et la rationalité des acteurs économiques. Mais quand la vérité disparaît et quand le soupçon d'être manipulé se développe, les individus perdent confiance dans les valeurs elles-mêmes.

D'une certaine manière, la nouvelle religiosité américaine est moins un *revival* qu'une consolation face à l'érosion des valeurs fondatrices de l'Amérique protestante. Les nouvelles valeurs religieuses américaines insistent moins sur le libre arbitre que sur la fusion émotionnelle dans la communauté, l'expression publique – et parfois agressive – d'une différence collective, l'apport social de la communauté en termes de service pour ses membres. À la liberté calviniste de choix et d'engagement se substitue une logique d'appartenances exclusives entre lesquelles on peut zapper sans culpabilité.

### **Ce que l'on pourrait retenir pour la France :**

- Connaître sa propre culture pour ne pas être dupe de ses effets et pouvoir les jauger.
- Se méfier des catégories trop globalisantes et des idéologies ou des discours dominants.
- Développer le débat contradictoire partout où c'est possible.
- Garder des éléments de contrôle du libre marché pour réduire les inégalités sociales.

---

Mary KELLER, anthropologue des religions, Université du Wyoming

---

### **1. Une résurgence du sentiment religieux et des valeurs religieuses conservatrices.**

Tout être humain est « religieux » dans le sens où il a besoin d'être en lien avec les autres d'une façon qui l'oriente et lui donne sens. La culture noire américaine et la culture indienne nous parlent d'une façon d'être religieux qui est un rapport au monde, à la vie. Ces cultures nous apprennent que nous ne sommes pas si différents d'eux, et pas non plus moins « religieux », même quand on se dit athée. Dans une société en voie de délitement, les croyances nous donnent un repère à partir duquel nous orienter et trouver le sens de notre vie et de notre place dans le monde. Elles permettent également d'être entouré et rassuré dans tous les moments de transition et de dépassement des frontières de notre corps ou de notre psyché (traumas ou simplement passage d'une étape à une autre). En ce sens, la religion est toujours une expérience physique qui façonne le corps et aide à faire sens de lui.

On peut constater un retour à la famille voulue par Dieu, comme forme sociale « naturelle » et, en son sein, des rôles traditionnels du père, de la mère et de l'enfant. La famille stable est l'institution « naturelle » de la société : tant que la famille respecte les lois, elle peut prétendre à remplacer l'école, l'entreprise, la justice et même l'Église. Il faut voir dans le retour à la famille beaucoup plus qu'une exhortation moralisante. L'idéologie du retour à la famille nourrit un projet de société globale. Pour le comprendre, il faut mesurer la puissance des idéaux conservateurs en dehors des grandes villes. Par exemple, l'idéal familial des conservateurs du Wyoming est de vivre en famille de leurs terres, sans l'intervention de qui ce soit : se nourrir de la terre, tirer d'elle leurs revenus, y voir naître et grandir leurs enfants, y pratiquer leur foi, y faire régner l'ordre au besoin, le tout dans l'ombre tutélaire d'un État qui assure la sécurité. Cet

idéal agrarien occulte bien entendu le génocide des Indiens et la distribution de leurs terres par l'État fédéral. La mondialisation des marchés agricoles l'a rendu impraticable, alimentant la nostalgie d'un État plus protectionniste.

En tout cas, la famille traditionnelle prétend renouer avec son rôle économique et spirituel (orienter les enfants dans l'espace et dans le temps, leur indiquer la signification ultime de la vie). Sont alors suspects tous ceux qui s'opposent à cette réappropriation par la famille de l'ensemble de ses rôles : les enseignants laïques des écoles, les travailleurs sociaux, les psys, mais aussi les politiciens « corrompus » qui refusent de supprimer les impôts, les droits sur l'héritage et distribuent l'argent des familles américaines. Sont également suspects les féministes, les homosexuels qui veulent subvertir le modèle de la famille ou les avocats qui poussent les couples au divorce.

Ce retour aux valeurs traditionnelles se traduit par différentes mesures :

– La formation matrimoniale pour les pauvres : il faut former d'urgence, sur crédits fédéraux, les jeunes femmes des quartiers difficiles à devenir de bonnes épouses et de bonnes mères pour diminuer le nombre des familles monoparentales. Il faut favoriser l'intervention précoce des conseillers conjugaux.

– Le *voucher* scolaire : il faut laisser aux familles pauvres le choix de leurs écoles. Elles peuvent recevoir un bon pour placer leurs enfants dans des écoles privées. Ce bon est l'équivalent de ce que coûte la scolarité dans un établissement public. Avec ce système, les parents pauvres peuvent rescolariser leurs enfants dans l'enseignement religieux de leur choix sur fonds publics.

– Le soutien public aux *faith-based initiatives*. « La réhabilitation intérieure des individus doit se faire idéalement dans le cadre de groupes ou de communautés habitués à parler avec respect et générosité au cœur des gens ». C'est le pari du conseiller présidentiel, inspiré par l'expérience française de l'Arche, en charge du soutien

aux initiatives basées sur la foi. Il dispose de deux milliards de dollars de fonds d'intervention, dans un pays où l'administration arrête chaque année des dizaines de programmes publics d'intégration.

## **2. Le système capitalisme américain est religieux, de plusieurs façons :**

– Littéralement, lorsque le président Bush mêle constamment les invocations religieuses chrétiennes aux invocations politiques.

– Mais aussi, de façon invisible, avec la société de consommation qui a ses rituels, ses recommandations, ses pressions, et l'argent qui a une fonction transcendante pour le consommateur occidental. Acquérir toujours plus de biens de consommation devient la pression à laquelle on n'échappe guère. L'économie est une nouvelle religion.

– Enfin, le recours systématique à la justice, au système judiciaire, se substitue à la référence aux Dix Commandements. Le langage du sacré est passé dans celui de la loi.

## **3. La religion sert à donner une sensation de puissance et de sécurité.**

On se sent puissant de se sentir orienté vers une direction précise et valorisée par tout un groupe.

Les fondamentalistes trouvent de la force dans les rôles imposés. Cela permet de poser des barrières contre le chaos accentué par la mondialisation. D'où leur résurgence dans ce contexte.

Et en même temps, se revendiquer « chrétien » aujourd'hui permet de se rattacher à une communauté plus vaste, comme adaptée à cette mondialisation.

Il est dommageable que cela mène à des oppositions crispées dans la peur de l'autre et la volonté de possession du territoire.

La globalisation fait peur car elle est difficile à combattre, elle emporte tout ; « combattre les infidèles » et leur amour de l'argent est un moyen de se défendre.

#### **4. On pourrait éviter les crispations identitaires et les conflits si on se rendait compte de ce qui réunit les expériences religieuses.**

Il s'agit du fait qu'il s'agit de se laisser traverser par une force qui nous dépasse et nous aide à nous relier les uns aux autres et à donner un sens à notre vie. Nous avons tous besoin de rituels et d'une communauté qui nous aide à trouver une signification à notre vie.

Par exemple, la culture « hip hop » chez les adolescents est un élément structurant de la formation de l'identité.

#### **Ce que l'on pourrait retenir pour la France :**

- S'interroger sur l'importance des rituels et se demander quels types de rituels (à créer) pourraient avoir une efficacité symbolique qui permette de rassembler mieux tous les types de communautés sur l'appartenance à la France.

- Se rendre compte que le modèle de rationalisation économique-statistique peut lui aussi fonctionner comme une sorte de religion implicite, dont il faut être conscient.

- Tenir compte des peurs face à la globalisation pour trouver une façon d'en parler aux Français qui à la fois explique, rassure, et développe les caractéristiques de l'identité française dans ce contexte : ce qui en fait sa spécificité, ses atouts, et comment elle est compatible avec la mondialisation.

Le discours politique a là un rôle fondamental à jouer, en prévention, pour éviter l'émergence d'une paranoïa qui pourrait revêtir de plus en plus des formes religieuses ou politiques.

- Dans ce discours, parler de ce qui réunit toutes les formes de religiosité, sans les considérer comme un danger, dans un humanisme qui rassemble au lieu de diviser. La peur des religiosités peut entraîner une surdité au besoin humain de se sentir « relié », et favoriser par réaction un succès des extrémismes qui, seuls, en parlent, et l'utilisent à des fins dangereuses.

---

**Paola MIELI**, psychanalyste, New York.

M<sup>me</sup> Mieli est psychanalyste, d'origine italienne, installée en cabinet privé à New York depuis 25 ans, après avoir vécu en France. Elle a fondé une association psychanalytique de dialogue pluridisciplinaire nommée « Après coup », et est considérée comme leader du mouvement lacanien aux États-Unis.

---

### **1. La fermeture et l'exclusion de l'autre, sous couvert d'une acceptation de la différence.**

Il y a une mobilité aux États-Unis, mais qui n'ouvre pas du tout l'esprit sur le monde extérieur ; la société américaine reste très cloisonnée et fermée sur elle-même.

New York est une ville d'immigrés par excellence où l'on voit particulièrement bien le traitement qui est fait, surtout depuis l'administration Bush aux différences : il se produit une institutionnalisation de la différence qui a pour effet paradoxal d'éliminer l'autre et sa spécificité.

Chaque fois qu'une minorité demande sa reconnaissance, on crée une catégorie qui l'institutionnalise et la rend conforme à la société, identique aux autres, formatée et donc réduite et figée (avec domination du modèle chrétien, exemple : le mariage gay).

C'est ce qui s'est passé avec la psychanalyse qui, aux États-Unis, a été transformée en méthode d'assimilation-standardisation normative à la société.

### **2. Les fissures d'une culture fondée sur les concepts de Vérité et de Justice, qui deviennent en fait la manipulation de la Loi.**

La Vérité et la Loi, les piliers de la culture américaine (liés à l'éthique protestante), sont très fissurées depuis Bush, ce qui a fait perdre à l'Amérique beaucoup de sa crédibilité mondiale, et qui crée une grande confusion chez les Américains. Bush utilise le mensonge comme moyen de gouvernance et comme justification, notamment pour la guerre en Irak.

La manipulation de la loi est devenue un sport national de combat, avec l'avocat comme figure clé, dans une perversion considérée comme normale au pays de la compétitivité et du *free market*. On « fabrique un cas » quand on veut éliminer quelqu'un en détruisant sa carrière.

Il s'agit souvent également de mesures qui, sous couvert d'égalité et de justice, produisent des effets inverses ou totalement paralysants. Par exemple, la loi sur le harcèlement paralyse le rapport hommes/femmes car faire un simple compliment peut vous mener en justice.

L'idée d'égalité se transforme en « clonage », l'idée de justice en loi du plus fort (celui qui a le plus d'argent pour payer le meilleur avocat), et l'idée de vérité en effet de langage toujours susceptible de se transformer en son contraire.

Dans ce contexte, les individus sont désorientés, et ne savent plus à qui ou à quoi se référer ni comment mettre en perspective la réalité, ce qui ouvre la porte aux fondamentalismes.

Les médias sont manipulés par le pouvoir économique de quelques grands groupes.

### **3. La solitude, le visible et le mode de pensée binaire.**

Les désirs produits par cette situation fermée sont : l'argent et le succès visible. Il faut être visible. Ce qu'on ne voit pas n'est pas considéré comme vrai. Ce qui passionne les gens sont les gadgets, la nouveauté des produits, les voitures. Pour les minorités noires, les chaînes en or. La focalisation sur le détail remplace le sens général de la vie.

L'isolement des individus va croissant dans un contexte d'absence de prise en charge par l'État de la justice sociale, laissée aux Églises.

Le système est vertical et figé, ce qui horizontalement donne une compétitivité destructrice du lien social, et une solitude dans le travail.

L'évolution technologique et juridique favorise le développement d'un mode de pensée binaire, qui rend impossible les nuances et la complexité, trop effrayantes. On constate même chez les enfants une diminution de la faculté d'imagination, de poésie, et de rire.

#### **4. La violence, la brutalité des rapports interpersonnels.**

La compétition économique organisée entre les individus est très dure. Le principe hiérarchique reste très brutal. Les collègues ne peuvent régler leurs différends entre eux. Ils doivent le plus souvent en référer à l'arbitrage du supérieur. Tout est concurrence, rapport de force, lutte pour le pouvoir, jeu d'influence. Plus personne ne croit dans la parole donnée. Chacun a appris à se méfier du mensonge. Ce qu'on ne voit n'est pas vrai. Ce que l'on voit l'est-il ? Le mensonge est l'expression du pouvoir et de la résistance au pouvoir. Car celui qui a le dessus n'hésite pas à pousser son avantage jusqu'au bout.

Les procès ne sont plus conduits en fonction d'un idéal de justice et de vérité, mais pour causer à la partie adverse le maximum de dommages. Les procès d'affaires comme les divorces sont inexpiables. Il faut réduire l'autre au silence, littéralement lui faire rendre gorge, le bouffer. Dans des trajectoires personnelles que conduisent souvent l'angoisse et le besoin de réussite visible, l'autre est souvent un gêneur, un obstacle, une menace ; on lui en veut d'être là plus qu'on ne lui en veut d'être ce qu'il est. Il pourrait très bien avoir le bon goût de ne pas exister. L'obscénité des insultes (la « *fuck off culture* »), la brutalité des bousculades dans l'espace public, l'agressivité avec laquelle sont prononcées jusqu'aux excuses, l'invasion et la vandalisation de l'espace de l'autre (tags, graffitis, voitures détruites) expriment au quotidien la difficulté de faire une place à l'autre sans l'agresser. Plus radicalement, chacun sait qu'aux yeux de beaucoup de ceux qui l'entourent, il peut disparaître sans être regretté ni même remarqué !

Tous ces facteurs favorisent le développement d'une violence

qui devient habituelle, quotidienne, aussi bien dans les rapports humains très distants et individualistes, que dans la rue ou au cinéma ou au théâtre.

Signe des temps ou coïncidence, la pièce la plus en vue parmi les comédies musicales de Broadway – *Sweeney Todd* (la mort douce...) – raconte la vengeance sanglante d'un barbier qui réduit au silence témoins malencontreux, enquêteurs, ennemis, complices et amis. Les corps sont dépecés pour être servis dans un pub voisin. La mise en scène fait couler l'hémoglobine à pleins seaux et reçoit un accueil enthousiaste!

### Ce que l'on pourrait retenir pour la France :

■ Porter une attention particulière à tous les effets pervers des mesures partant de « bons sentiments », quand elles sont radicalisées : l'obsession de la vérité cache la fascination du mensonge, l'obsession de la loi cache la tentation de s'en affranchir et de la manipuler, l'obsession de l'égalité cache la peur panique de la différence (notamment sexuelle), le volontarisme de l'intégration des différences cache le souhait de leur élimination, l'obsession de la justice via la Cour suprême cache l'absence de prise en charge de la justice sociale, l'affirmation de la liberté de l'individu comme entité autonome peut cacher la peur du lien et du véritable rapport humain.

■ Être conscient de ces effets.

---

**John SEXTON**, professeur de droit et de théologie, Président de New York University.

---

Théologien de formation, M. Sexton est ensuite devenu professeur de droit et directeur de la Law School de NYU avant de diriger l'université.

Son ambition pour l'université est très réformatrice et inno-

vante, autour de trois points se résumant par cette phrase : « Le défi du *xx<sup>e</sup>* siècle sera d'être capable de *embrace the Other*, d'accueillir et d'accepter l'autre ».

Il faut faire de l'Université un pôle social de débat et de pensée pluridisciplinaire comme outil de lutte contre la pensée binaire.

Il est également important d'apprendre le respect des différences, et leur utile complémentarité, en développant des campus NYU dans divers pays pour mettre les étudiants au contact d'autres réalités, et favoriser les échanges.

La mobilité sociale et l'égalité doivent être garantis en rendant l'université accessible aux classes moyennes.

Les liens entre l'université et le business, entre la recherche et l'économie doivent être établis et maintenus continûment.

Il faut faire participer les étudiants aux économies locales pour payer leurs études et les aider ensuite à s'insérer dans le monde du travail.

L'Université doit devenir un vrai lieu de pensée qui sert de rempart aux extrémismes et forme la jeunesse à la tolérance par la connaissance. Il faut cesser d'opposer connaissance et business, université et économie, car on n'échappera pas à l'esprit du business. Il vaut mieux apprendre à en tirer parti comme moyen de développement. Et le seul moyen de lutter vraiment contre l'intolérance est de donner à la jeunesse les moyens culturels de penser la liberté, par la connaissance.

### **Ce que l'on pourrait retenir pour la France :**

■ Cette vision très progressiste de l'Université comme lieu de savoir intégré à la société, au monde des affaires, et comme moyen d'accès au capital culturel qui seul permet de lutter contre toutes les formes d'intolérance, est une idée très porteuse.

■ On pourrait s'inspirer de son dynamisme pour lier connaissance et débat contradictoire, université et monde économique.

- Développer l'université comme lieu d'échange international, aussi bien pour les étudiants que pour les professeurs, comme moyen de connaissance de l'autre dans un esprit pluridisciplinaire. La pluridisciplinarité en France est encore loin d'être soutenue, or c'est un véritable outil de lutte contre l'intolérance, à la fois au sein de l'université et en général dans la perception du monde.
- On pourrait développer et encourager les parcours pluridisciplinaires qui contrecarrent la logique de guerre de clochers.

## SYNTHÈSE DES ENTRETIENS RÉALISÉS À WASHINGTON du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février 2006

---

**Brent WILKES**, National Executive Director, LULAC (League of United Latin American Citizens)

---

LULAC a été fondée en 1929, au même moment que la NAACP (National Association for the Advancement of Colored People), principale association de défense des minorités, progressiste (*liberal*) et militant en faveur de l'*affirmative action*.

L'*advancement*, développement social, a été initialement appliqué à la communauté noire avant même que le mouvement pour les droits civiques ne prenne son essor. Il part du postulat que les droits politiques restent abstraits tant que l'intégration linguistique, scolaire, sanitaire et économique des minorités n'est pas assurée.

Comme la plupart des associations communautaires, nous pratiquons souvent le *coalition building* au plan local avec toutes les structures présentes – communautés religieuses, associations sportives, pouvoirs publics, écoles privées, militants divers – afin de favoriser le soutien parascolaire, l'animation du quartier, le développement individuel, la prévention de la violence, la médiation.

Dans les quartiers pauvres de Washington, par exemple, les volontaires de la police pour la prévention travaillent sans difficulté dans les écoles, avec les militants des droits civiques, les paroisses des quartiers, les associations de voisins qu'inquiète la montée de la violence. Ils peuvent s'appuyer sur des associations d'anciens détenus désireux de sortir leurs enfants de la violence, des regroupements de psychologues organisant des lieux d'écoute pour les jeunes, les femmes, les personnes âgées en difficulté, des

organismes privés bénévoles de placement. La réalité du terrain n'est pas du tout marquée par un communautarisme étroit, mais au contraire par la mobilisation de tous les acteurs, le décloisonnement des institutions, la fluidité du travail en commun. Ce pragmatisme de terrain ne tourne pas le dos à l'engagement religieux (beaucoup de militants communautaires sont croyants), mais n'en fait pas une condition. Il reconnaît les différences culturelles et linguistiques, il n'hésite pas à imaginer un langage capable de les prendre en compte (même au prix de stéréotypes qui feraient crier au racisme en France, comme des « manuels pratiques pour l'éducation de jeunes hommes noirs »), mais ne s'enferme pas dans défense communautariste d'une minorité particulière. Il vise d'abord à mobiliser au mieux les ressources matérielles et humaines dont disposent les quartiers défavorisés et à promouvoir des comportements individuels responsables (*asset-based approach*). Le travail d'animation de quartiers, la présence en milieu scolaire des policiers et des associations sont destinés à établir un lien de confiance avec les jeunes, à trouver un langage commun. Mais la finalité reste claire : l'intégration dans la société américaine par des comportements respectueux de l'autre, par l'effort personnel pour se former soi-même et par le travail.

Nous sommes des patriotes, comme le sont souvent les immigrants. Les immigrants hispaniques pensent que l'expression de leur patriotisme n'est pas seulement une question d'attachement individuel aux États-Unis, qui sont pour beaucoup d'entre eux une terre où ils trouvent plus de liberté et de prospérité. Exprimer son patriotisme publiquement protège aussi contre les tentations de racisme et de discrimination de la part des Américains de souche. Les Latinos ont d'ailleurs tendance à soutenir des options politiques fermes, volontaristes, voire militaristes en matière de politique étrangère.

LULAC mène à la fois des activités d'*advocacy* pour le développement social, pour la promotion politique et contre la discri-

mination comme un lobby communautaire traditionnel (chapitres répartis dans tout le pays, *scorecard* pour évaluer les candidats), mais elle fait également de l'éducation et de la formation, avec pour objectif d'aider un maximum de jeunes Latinos à aller à l'université et surtout à parler anglais couramment. L'engagement éducatif est aujourd'hui la clé du succès des Latinos : sans éducation, pas de progrès social, pas d'engagement politique, pas d'intégration. L'inégalité scolaire est la pire des injustices. Souvent, les meilleurs élèves sont immigrés. Ils prennent leurs études très au sérieux, contrairement à certains enfants américains qui n'ont pas conscience de l'importance de gravir les échelons de la société. Avec moins de handicaps au départ, on a moins de combativité et d'ambition.

Concernant la religion, la plupart des Latinos sont catholiques, très religieux. Suivant l'Église catholique, ils n'ont pas participé au mouvement des droits civils, même s'ils ont souvent voté démocrates. Aujourd'hui, les positions de l'Église sur l'avortement, le mariage traditionnel font qu'ils se sentent pour beaucoup d'entre eux plus proches des conservateurs.

40% des Latinos sont des immigrants. Les 60% restants, des enfants d'immigrants. Ils souhaitent simplement gagner leur citoyenneté par le travail. Les Latinos butent sur une double difficulté pour s'intégrer : d'un côté, le système de quotas, de l'autre, les difficultés de la naturalisation. Il résulte de cette situation que beaucoup des Latinos présents aux États-Unis ont été ou sont toujours des « illégaux », même s'ils participent au marché du travail.

L'immigration aux États-Unis est régulée par des quotas professionnels et ce sont les métiers dont la valeur ajoutée est la plus forte qui bénéficient des quotas les plus larges. Les employeurs sont peu enclins à embaucher des immigrants illégaux, du fait des sanctions qu'ils encourent. Les immigrants faiblement qualifiés n'ont pas le choix : ils entrent illégalement, par l'intermédiaire des passeurs, et sont orientés vers un second marché du travail au noir, où il n'y a pas de règles. Les employeurs légaux se plaignent de cette

situation, comme les immigrants. C'est pourquoi l'administration Bush a proposé d'augmenter significativement les quotas des visas, en favorisant une immigration temporaire qui répondrait aux besoins du marché du travail.

L'intégration des Latinos n'est pas simple. Certains présentent leur arrivée comme une menace pour l'identité linguistique, culturelle, politique des États-Unis. Vingt-six États ont fait de l'anglais leur langue officielle (comme l'Arizona) pour inciter les Latinos à parler anglais, mais c'est une mesure relativement inefficace. Les Latinos qui parlent bien anglais abandonnent naturellement l'espagnol, nulle contrainte n'est nécessaire. Ceux qui ne le parlent pas ont juste plus de mal dans leurs contacts avec les administrations et les tribunaux.

Il y a une hostilité de plus en plus forte envers les Latinos. Sur la frontière du sud des États-Unis, des vigiles, les *minute-men*, appuient la police des douanes. Ils veulent clairement défendre l'Amérique « blanche » contre « l'invasion » des Latinos. LULAC veut casser cette image et montrer que les Latinos sont de bons patriotes, qu'ils ont envie de travailler.

Pour nous, *l'american dream* est toujours d'actualité, mais il est lent à se réaliser. Il faut être réaliste et bien distinguer le progrès économique du progrès social. On peut très bien réussir sa vie modestement : gagner de l'argent, avoir une voiture et un appartement. Mais pour réussir vraiment, mettre ses enfants dans les meilleures écoles, être reconnu, élu, il faut aujourd'hui quatre à cinq générations. C'est beaucoup.

---

John FONTE, Hudson Institute

---

Think tank fondé par Hermann Khan, futurologue, l'Hudson Institute s'attache à développer ce même esprit en le combinant avec une approche concrète et politique. Il s'est progressivement rappro-

ché de la droite républicaine au point d'être considéré comme l'un des think tanks les plus en accord avec ce parti.

Chaque pays a son modèle d'intégration propre. Ce qui est valable aux États-Unis ne l'est pas nécessairement ailleurs. L'intégration à l'américaine est multiple :

- économique (propriété) ;
- linguistique et culturelle (culture de masse : maîtriser la langue commune et participer à la culture de consommation, y compris de consommation culturelle ;
- civique : respecter les lois, pouvoir faire valoir ses droit ;
- patriotique : il faut pouvoir s'approprier l'histoire, les héros de l'Amérique, se sentir leur héritier, employer à leur propos le « nous » et non le « eux ». C'est le but de toute notre instruction patriotique : le serment, la prière, le respect du drapeau et de l'hymne. Cela devrait aussi être une des fonctions de l'histoire enseignée en classe.

Pour nous, l'attachement à un pays n'est pas seulement rationnel. Il doit être émotionnel. C'est tout l'héritage de James Madison : il faut qu'il y ait une « loyauté » du cœur à la nation, pas seulement une loyauté à la Constitution. Longtemps, les États-Unis, ont réclamé le renoncement à la citoyenneté précédente si l'on voulait devenir américain : ce fut le cas pour beaucoup de Britanniques, d'Allemands, de Suédois, d'Italiens... À cette condition longtemps réclamée s'ajoute le « test idéologique » : on ne peut pas devenir américain si l'on appartient à des mouvements politiques préconisant officiellement la haine, le racisme ou le terrorisme. On ne peut même pas entrer aux États-Unis dans certains cas. C'est très important : les valeurs américaines à respecter ne sont pas abstraites. Ce sont des principes explicites. S'en écarter exclut naturellement de la société américaine. En 1901, le président McKinley est assassiné par un anarchiste. C'est le début des restrictions idéologiques. Pendant la première guerre mondiale, on ne laisse pas immigrer les sympathisants de l'Allemagne nazie, ni en 1920, après la Révolution bol-

chevique, les communistes. Les restrictions idéologiques vont durer de 1901 à 1918. Aujourd'hui, on se pose la question d'appliquer ces restrictions aux islamistes, idéologues de la *charia*. Le retour du serment patriotique est également en débat.

Mais les États-Unis n'ont pas hésité à aller plus loin. Dans les années 1920, on a assisté à une politique nationale forte d'américanisation, d'assimilation, avec le Bureau d'Éducation et la participation du président aux cérémonies de prestation de serment pour les candidats à la nationalité (*swear ceremony*). Il s'agissait alors d'assimiler les Allemands, les Polonais, les Russes, les Italiens. Ce travail a été très bien fait, sans détruire finalement la spécificité culturelle de ces groupes. Il nous faut aujourd'hui retrouver cet esprit. Les naturalisations sont devenues trop laxistes. Il est devenu trop facile de devenir Américain. C'est une dignité qui doit se mériter. Il faut que la citoyenneté corresponde à quelque chose. Des textes sont déposés devant le Sénat qui vont dans ce sens : s'assurer de la réalité de l'intégration linguistique, culturelle, civique et surtout patriotique de ceux qui demandent la nationalité.

Loin de nous l'idée de vouloir donner des leçons à qui que ce soit. Mais vu de loin, il semble exister un problème similaire en France. Il faut faire renaître la fierté nationale de tous en France. L'intégration patriotique est une nécessité. L'identité française a toujours été plus nationale que culturelle ou religieuse, du fait de l'héritage colonial. Beaucoup d'anciens colonisés se retrouvent aujourd'hui en France sans en partager la culture dominante, et sans avoir d'affection particulière pour un État qui a autrefois opprimé leur peuple. Il n'est pas possible de leur demander de se sentir des « Gaulois » ni d'approuver toute l'histoire de France. En revanche, il y a des choses qu'ils doivent partager : il y a toujours eu en France une fierté liée à la grandeur passée de la France et à son influence actuelle. Cette fierté, les immigrés doivent pouvoir la partager. Reconstruire cette confiance en soi passe par l'école et par l'enseignement de l'histoire. Mais il faut être vigilant. Une partie de

la troisième génération des immigrés musulmans développe, nous semble-t-il, une fausse identité – ni française ni musulmane –, une identité hybride et agressive.

Mais il faut aussi faire attention à l'intégration civique. Pour certains des musulmans présents en France, l'enjeu est d'abord qu'ils acceptent l'autorité de l'État comme l'autorité suprême et le recours aux institutions de l'État comme l'ultime recours politique. La légitimité ne peut venir d'ailleurs, d'on ne sait quelle directive religieuse donnée au Caire ou ailleurs. Le recours ne peut jamais être dans la rébellion. Rien ne doit être supérieur à la loi.

Comme le rappelle Tocqueville, la liberté et la religion ne sont pas ennemies ; au contraire, la religion renforce souvent la démocratie. Une institution politique majeure des États-Unis est la foi protestante. C'est également l'idée de Huntington. La religion renforce dans bien des cas le patriotisme. Les Latinos sont un bon exemple : ils ont été influencés par les chrétiens américains (des catholiques influencés par les évangéliques). Il doit être possible à l'islam d'évoluer en France, d'y prendre une forme qui lui soit propre et qui soit compatible avec le patriotisme et la culture civique. C'est une évolution qu'il faut surveiller de près.

---

**John FARINA**, spécialiste de religion et société civile, Woodstock  
Theological Center, Georgetown University

---

Il y a une légère diminution dans la pratique religieuse depuis les années 1950. Mais le niveau de pratique reste toujours élevé, surtout relativement aux autres pays occidentaux. L'Amérique est un pays qui va à l'église le dimanche. La pratique régulière se situe, pour autant qu'on puisse la mesurer, autour de 30%. Mais allez vous promener, vous verrez, nos innombrables églises, temples, synagogues, mosquées sont pleins, les jours de prière.

Il y a de nombreuses et d'importantes Églises. On distingue les églises traditionnelles (*old line protestant*) des nouveaux évangéliques. Les évangéliques se développent beaucoup, d'autant plus que la *old line* se réduit. Ces *new born christians* rejettent la modernité (relativisme et évolution). Pour eux, les thèses sécularistes ont échoué. Chacun a droit à sa croyance. Il n'y a pas pour eux une « vérité » scientifique ou sociale, encore moins une « vérité d'État ». Ils revendiquent le droit de croire ce qu'ils croient, de se comporter « moralement » comme ils le souhaitent, de transmettre leurs valeurs à leurs enfants comme ils l'entendent. Le débat sur le créationnisme n'est pas un débat scientifique, c'est un débat politique sur la vérité. Pour les évangéliques, mais aussi pour beaucoup de catholiques, la société moderne a encouragé le relativisme chez les individus (« tout se vaut ») et le conformisme dans l'espace public, où les groupes les plus structurés imposent aux autres leurs pratiques et leurs croyances comme légitimes (les darwinistes dans ce cas). Les *new born christians* prétendent au contraire mettre fin au relativisme chez les individus, laisser chacun croire vraiment ce qu'il croit, et organiser cette coexistence des croyances et des pratiques dans l'espace public sans y imposer jamais quelque chose qui offense profondément la foi des uns ou des autres. C'est pourquoi les *new born christians* veulent souvent pouvoir organiser leurs propres écoles. C'est pourquoi ils ne sont pas hostiles aux différences. Dans leurs églises, les uns et les autres sont les bienvenus. C'est pourquoi, dans le même temps, ils se battent contre le mariage homosexuel qui leur apparaît comme un « assaut » qui n'a pas lieu d'être dans l'espace public contre leurs propres valeurs.

Il existe – vous avez raison – une tendance au rapprochement entre les évangéliques et les catholiques. Il faut bien le comprendre, le catholicisme n'est pas la religion historique des États-Unis. Au début, les catholiques étaient même une minorité persécutée. Le seul président catholique, c'était Kennedy, la seule université catholique, c'est Georgetown. Il y a toujours eu, et cela persiste, un

anti-catholicisme aux États-Unis. La seule influence que les catholiques peuvent avoir tient à leur nombre (ce sont des électeurs), mais ils n'ont aucune influence morale. Longtemps, les catholiques ont été très mal vus par les baptistes ou les prédicateurs évangéliques qui leur reprochaient d'être « papolâtres », superstitieux et, de surcroît, les plus démocrates. Beaucoup de choses ont contribué à rapprocher les uns et les autres.

L'avortement, le mariage homosexuel, l'euthanasie ou la recherche sur les cellules souches sont les principaux thèmes sur lesquels les évangéliques se battent. L'Église catholique aussi. La plupart des évangéliques se détachent des questions qui n'ont pas un caractère strictement moral. Les questions dogmatiques les intéressent beaucoup moins. Ils découvrent la richesse, la densité de la théologie catholique. Ils découvrent leur convergence morale avec l'Église. Il y a tout à parier pour qu'à l'avenir, les évangéliques soient plus ouverts aux « catholiques », mais aussi plus *social conscious*, plus au fait des réalités sociales, comme le sont les catholiques.

---

**Esther AGUILERA**, CHCI (Congressional Hispanic Caucus Institute)

---

Les Hispaniques sont un groupe divers. Certains ont toujours été aux États-Unis (guerre du Mexique), d'autres ont immigré dès le début du siècle et d'autres plus récemment. Contrairement à ce que montrent les médias, les Hispaniques ne sont pas tous des nouveaux immigrants. Généralement, ils ont des revenus faibles et sont très touchés par le chômage. Ceci est d'abord dû à la discrimination dans le système d'éducation. C'est une population qui a des besoins bien précis en matière sociale et en matière d'éducation. Ils doivent dépasser la barrière de la langue. C'est un obstacle très important, insuffisamment pris en compte par le système scolaire des quartiers pauvres. On fait comme si l'anglais était la langue maternelle et naturelle pour commencer à enseigner. Beaucoup d'enseignants

ne savent pas communiquer avec leurs élèves. La barrière scolaire est difficile à franchir dans ces conditions, d'autant que l'instruction gratuite n'est pas toujours de bonne qualité. On compte 45 millions de Latinos, soit 14% de la population américaine. Les Latinos sont une population plus jeune que les Américains de souche. Le taux d'abandon est élevé à tous les niveaux d'études. Le pouvoir d'achat de cette communauté s'accroît, mais le taux de réussite scolaire ne progresse pas. Certains se trouvent à l'aise matériellement, mais ne peuvent pas sortir de leur communauté, de leur métier ni faire progresser leurs enfants. Une nouvelle vague d'immigration arrive, en grande partie clandestine, avec des parents qui ne comprennent pas nécessairement l'importance de la scolarisation. Il y a donc de vraies questions à se poser en matière d'éducation pour l'ensemble de la communauté. C'est aujourd'hui la priorité numéro un pour nous.

Notre mission n'est pas le développement social des quartiers en difficulté. Notre mission est la promotion politique de notre communauté. Il faut donner l'envie aux Latinos de participer à la vie publique, d'être fiers d'eux-mêmes, de faire jouer à plein l'ensemble de leurs droits civiques. Ils le font beaucoup trop peu par rapport à leur nombre dans la société américaine, par rapport à leur poids potentiel comme consommateurs et comme électeurs. Pourquoi? Il n'y a pas de problème culturel. L'assimilation patriotique américaine est forte – les Latinos sont fiers d'être Américains, et se comptent en grand nombre dans l'armée – et n'exclut pas des liens forts avec la culture d'origine. C'est le phénomène des identités multiples qui ne sont pas en conflit les unes avec les autres. Le manque de représentation des Latinos est un problème en politique. Le but de notre organisation, le CHCI, est de former les Hispaniques au leadership. C'est une organisation non lucrative qui s'appuie sur la philanthropie et sur des dons du secteur privé. Le travail de coalition du CHCI peut impliquer les Églises et les associations ou groupes religieux, mais pas de manière systématique. Il y a un vrai problème d'orga-

nisation politique – comment payer les campagnes? – et surtout de vivier de candidats pour faire élire des Latinos. Notre organisation contribue à constituer ces viviers, à encourager des jeunes à se tourner vers l’administration et la politique. Il faut organiser les passages de relais avec les plus anciens. Il faut préparer une évolution inévitable et désormais acceptée par la société américaine malgré ses inquiétudes : il y aura plus d’élus Latinos, à tous les niveaux, si nous pouvons mettre de bons candidats en lice, dans de bonnes conditions de financement. Les choses s’améliorent peu à peu. 2004 voit l’arrivée de trois sénateurs hispaniques (contre aucun auparavant). Il y a vingt-six représentants hispaniques au Congrès, dont certains d’origine portugaise. Le maire de Los Angeles est hispanique (c’est la deuxième plus grande ville des États-Unis). Les sièges au Sénat sont fonction de la population. L’évolution démographique dans les dernières décennies montre une croissance de la population hispanique. Mais 40% des immigrants ne peuvent pas voter (cinq ans minimum de citoyenneté américaine sont requis pour pouvoir voter). Mais le changement est inéluctable : dans vingt ans, un Américain sur quatre sera hispanique.

---

**Jim TOWEY**, Office of Faith-Based Policies, Maison Blanche.

---

La création du Bureau des affaires religieuses est née d’un constat simple : la pauvreté matérielle est un problème qui peut être résolu par l’État, pas la pauvreté spirituelle. Dans les années 1960, l’État américain a fait la guerre à la pauvreté, mais il a échoué. Le taux d’inscription à la sécurité sociale, le nombre de gens qui dépendent de l’État providence est aujourd’hui considérable. Il n’a pas cessé de croître. Et ces gens souffrent de dépendance, de problèmes de drogues, d’alcoolisme ; souvent, ils sont enfermés sur eux-mêmes, incapables de communiquer avec les autres, d’où la violence. Ils ne s’aiment pas et ne se sentent aimés de personne. Les aides de l’État

ne sont pas suffisantes pour répondre à ces problèmes affectifs. Il faut donc reconnaître que l'État a intérêt à devenir le partenaire des groupes religieux, de ces « armées de la compassion », de groupes qui peuvent « aider » et « aimer » en même temps. J'ai une immense admiration pour le travail de groupes animés par la foi comme la communauté de l'Arche en France, dont j'ai pu voir l'efficacité en même temps que la chaleur. Le bureau des affaires religieuses que je dirige soutient ces groupes, quelle que soit la confession dont ils émanent. Avant 2001, les groupes religieux, de quelque influence religieuse qu'ils fussent, ne pouvaient pas être financés par le gouvernement. Maintenant, c'est possible, mais sous certaines conditions :

- l'argent de l'État ne doit pas être utilisé pour faire de l'éducation religieuse ou du prosélytisme ;
- les groupes n'ont pas le droit de discriminer ceux qu'ils aident en fonction de leur appartenance religieuse ;
- il ne peut y avoir de coercition.

Deux milliards de dollars sont versés chaque année à ces groupes représentant diverses religions. Les pauvres ne font généralement plus confiance à l'État. L'État leur a fait du mal. Ses agents les ont traités durement. L'État leur parle une langue qu'ils ne comprennent pas. Ils se sentent méprisés, rejetés. En revanche, les pauvres font confiance à leur pasteur ou à leur rabbin. C'est donc dans l'intérêt du gouvernement de travailler avec eux. Les gens veulent plus que des ressources matérielles, surtout les jeunes. Le besoin spirituel est très fort. Les individus l'éprouvent lorsqu'ils cherchent à se reconstruire eux-mêmes, lorsqu'ils ont besoin de changer de vie et que personne ne leur tend la main. Les individus ont besoin de croire en quelque chose. Ils ont besoin de certitudes, de valeurs, de générosité, d'autorité. Voyez au mur cette image de sainte Thérèse de Lisieux. Elle est magnifique. Eh bien, je peux vous le dire, cette petite femme, sa méditation, sa prière, éclairent à l'heure où je vous parle la vie de milliers d'Américains. Elle leur donne de l'espérance,

de la force pour vivre.

La foi est plus que jamais un besoin central dans ce pays. On le voit bien au début de renouveau de l'Église catholique, ou au pouvoir qu'ont les Églises noires, ou encore au développement des Églises évangéliques. 95% des Américains disent qu'ils croient en Dieu. La question des valeurs est très importante. C'est d'ailleurs sur cette question que s'est gagnée l'élection de 2004.

Vous vous étonnez de voir cette image du président en prière à la Maison Blanche. C'est une image très belle. Elle ne signifie pas que l'État ait renoncé au premier amendement. L'État n'appartient à aucune foi. Il n'y a pas d'Église établie comme officielle. Il n'y en aura jamais. Mais prier Dieu est commun à toutes les fois. On ne peut pas favoriser une foi ni punir une foi. L'État doit être neutre. Bush est le président qui favorise le plus la religion (on peut de ce point de vue le comparer à Lincoln). Mais les Américains ont toujours eu l'habitude d'imaginer que leur président priait. Par exemple, les réunions du cabinet commencent toujours par une prière, qui peut être faite soit par un juif, soit par un chrétien. S'il y avait un musulman, il pourrait sans doute offrir son action de grâce à sa manière. Mais il n'y en a pas.

J'aime la France. C'est une terre de foi. Il y a des communautés très vibrantes. C'est une terre de tolérance. Je souhaite qu'elle le reste. Je vous souhaite beaucoup de succès dans vos efforts pour l'aider à surmonter ses doutes et ses divisions. Soyez bénis et que le travail de la Fondation soit béni!

---

Charles MURRAY, American Enterprise Institute.

---

Une nouvelle classe sociale est apparue aux États-Unis, que la France ne connaît pas encore (les États-Unis ont généralement vingt ans d'avance sur la France) : une *under-class*. Cette dernière est bien différente de la classe des pauvres. Deux phénomènes ont favorisé

son apparition :

– Dans les années 1960 est apparue une nouvelle forme de pauvreté, du fait de la proportion croissante d'enfants nés de mères célibataires (20% des mères célibataires sont noires et 3% blanches. Dans les années 1980, il y avait 11% de blanches et 55% de noires, dans les années 1990, 25% de blanches et 68% de noires). Cela se produit chez les populations à faible revenu. Et cela affecte la façon dont les enfants se développent : le manque de père est un grand problème. Les jeunes hommes grandissent de manière « barbare ». Il y a souvent des problèmes de mauvais traitement des enfants (abus sexuel) de la part des pères qui ne sont pas les pères biologiques. La durée moyenne de cohabitation entre un père non naturel et une mère célibataire est de deux ans.

– Les jeunes hommes à faible revenu commencent à désertir la vie active. Du début à la fin des années 1990, on comptait plus de 20% d'hommes noirs de 18 à 24 ans qui ne cherchaient pas de travail. Ils menaient souvent une activité illégale (travail au noir ou criminalité). Finalement, à 30 ans, certains finissaient par rejoindre la vie active ; d'autres enchaînent prison et récidive.

Les *under-class* sont nécessairement pauvres car une femme célibataire avec un enfant est sûre d'être pauvre. Ces pauvres se regroupent dans des communautés de voisinage sans argent, avec de mauvaises écoles, un fort taux de criminalité. Comment ne pas voir que ces gens s'excluent eux-mêmes de la société : le taux de chômage aux États-Unis est globalement bas, l'économie bonne, il n'est pas impossible de trouver un emploi – encore faut-il le vouloir, accepter les sacrifices qui vont avec : se lever tôt, travailler dur, obéir aux ordres et consignes, gagner assez peu. Comment redonner cette envie de travailler et de réussir aux individus : voilà le vrai problème que l'on ne sait pas résoudre facilement. L'assistance le masque et le complique. Il n'en est pas moins vrai que le problème est là. Un jeune homme de 18 ans travaille pour deux raisons : soit on lui a appris qu'il fallait travailler (il a vu ses parents travailler,

il se rend compte que c'est de sa responsabilité de le faire), soit il est obligé de travailler pour des raisons économiques (il risque de mourir de faim). Dans un système d'État providence, il ne meurt pas, et seul prévaut le principe de responsabilité. Il regarde autour de lui et voit que personne ne meurt de faim. Pour une femme célibataire, c'est le même principe, elle voit qu'elle peut réussir à élever son enfant tant bien que mal sans travailler. Les conclusions sont vite tirées. Faute de valeurs, on glisse facilement vers l'assistanat et la débrouille.

On peut, selon moi, modéliser la désintégration d'une partie des plus pauvres et d'une partie des nouveaux immigrants en l'espace de trois ou quatre générations.

– Dans la première génération, les conditions économiques et culturelles de l'intégration – économie offrant une large place au travail manuel, fortes valeurs familiales des immigrants – produit chez les nouveaux Américains et chez une partie des Noirs des comportements dans lesquels les Américains implantés depuis quelques générations reconnaissent facilement leur histoire familiale : dur labeur, soif d'apprendre, sens de l'économie, patriotisme, désir d'expression civique. Les immigrants poursuivent le rêve américain et bénéficient de la sympathie de tous.

– Dans la seconde génération, les conditions économiques de l'intégration sont moins faciles, mais les familles tiennent. Elles encouragent encore leurs enfants à réussir par l'école, mais sans nécessairement pouvoir leur fournir le soutien nécessaire. Ces derniers voient de plus en plus leurs parents vivre d'allocations, de petits boulots ou d'expédients. Ils désespèrent de pouvoir s'en sortir un jour. Les Américains plus riches assistent impuissants à l'augmentation de la pauvreté. Leur générosité est sollicitée, mais ils se sentent impuissants à assurer l'intégration de toute la misère du monde.

– Dans la troisième génération, les structures familiales s'effondrent. Les enfants n'ont plus de modèles parentaux. L'autorité paternelle disparaît. Les familles monoparentales organisées autour

d'une mère célibataire assistée se multiplient. La violence progresse chez les jeunes, elle s'intensifie et devient plus précoce. Les Américains intégrés, y compris les migrants des générations précédentes, ne se reconnaissent plus dans ces quartiers dangereux où grandit un discours de haine dirigé contre eux. Ils redoutent ces nouvelles « classes dangereuses » et cherchent à les cantonner en marge de la société, par la ségrégation et la répression, seuls moyens d'éviter l'explosion de la criminalité. Ils ne voient plus comment la dynamique de déstructuration économique et « morale » peut s'inverser et sont tentés d'abandonner les quartiers les plus difficiles à eux-mêmes.

La France doit tirer parti de l'expérience américaine. L'État providence y est très (trop?) puissant. Il risque d'avoir les mêmes effets contre-productifs dans certains quartiers, où existe peut-être de surcroît un ressentiment « national » (algérien, tunisien) contre la France.

---

**Diana WELLS**, Ashoka.

---

L'entrepreneuriat social est le complément indispensable des efforts mis en œuvre depuis quatre ou cinq générations par des institutions qui aident au développement social dans les quartiers pauvres, à la promotion des droits civiques et à l'engagement politique des minorités, à la lutte contre les discriminations dont elles sont victimes. Notre approche est différente. Nous croyons que, partout dans le monde, les individus eux-mêmes ont souvent des solutions plus efficaces que les institutions à proposer. Ils ne se contentent pas d'avoir des idées sur le papier. Ils veulent les faire vivre. Ils ont souvent l'énergie, l'audace, la persévérance de vrais entrepreneurs, mêmes s'ils ne travaillent pas (encore) pour des marchés solvables. L'innovation issue de cet entrepreneuriat social doit être soutenue, diffusée, transmise. Cet échange d'expériences doit aujourd'hui

être mondial. Aucune société n'est satisfaite de son combat contre la pauvreté, l'illettrisme ou la violence. De nouveaux problèmes globaux apparaissent, auxquels presque tous les pays du monde vont se trouver confrontés : le vieillissement, l'isolement des individus lié à la dispersion des familles. Il y a beaucoup de domaines où l'entreprenariat social peut réussir à enclencher d'autres comportements : le soutien et la médiation en milieu scolaire, l'assistance personnalisée aux demandeurs d'emploi, les efforts faits pour faciliter le travail indépendant. L'intégration ne se décrète pas. Les lois ne suffisent pas. Les associations qui se battent pour les faire respecter font un travail admirable. Mais il faut plus : répondre localement, concrètement, aux besoins des gens, comprendre avec patience ce qui fait problème pour les enfants, pour les jeunes, pour les femmes (isolées), pour les chômeurs ou les travailleurs pauvres, pour les personnes âgées. Il faut de l'expérience, de la proximité, beaucoup d'énergie pour changer l'ambiance d'un quartier, pour faire évoluer les comportements.

Les exemples de projets soutenus par Ashoka concernent le micro-crédit, le soutien aux travailleurs indépendants, la réhabilitation des logements par les locataires eux-mêmes, le sport sans frontières pour favoriser le rapprochement des jeunes, toutes les idées innovantes qui permettant le changement social, au prix de petits investissements et grâce à de petits entrepreneurs sociaux. Ashoka aide également les ONG en leur apportant un soutien en termes d'infrastructures. Ashoka est en train de s'implanter en France.

---

LCCR (Leadership Conference on Civil Rights) et LCCR Education Fund.

---

■ **Anjami THAKUR, Field Manager, LCCR**

La LCCR est un lobby qui milite pour améliorer la condition des minorités – au départ, des Noirs –, grâce aux leviers juridiques, sachant que des instruments législatifs sont nécessaires pour pré-

venir et lutter contre la discrimination. La LCCR est donc le bras législatif du puissant mouvement pour les droits civils. Il y a une trentaine d'organisations impliquées dans la LCCR, cette dernière coordonnant l'action de ces organisations. La LCCR milite d'abord pour le respect de l'*anti-discrimination* et s'appuie sur de nombreuses associations d'avocats, parfois bénévoles, pour défendre ceux qui sont victimes de discriminations à l'emploi, au logement.

Nous militons en faveur de l'*affirmative action*. Il ne faut pas confondre *affirmative action* et quotas, qui sont illégaux aux États-Unis. Elle milite également contre les crimes raciaux, contre la discrimination.

#### ■ Karen LAWSON, LCCR Education Fund

Cette organisation dispense quant à elle des services de santé, d'éducation et, plus généralement, de bien-être social. Elle travaille avec les parents et les professeurs. Elle s'efforce également de corriger les mythes qui se développent autour de l'*affirmative action*. Elle veut corriger les préjugés.

---

Washington Police Department, Département « Prévention du crime et de la délinquance »

---

#### ■ Annie RUSSELL, directeur du département

Aux États-Unis, malgré une baisse générale du taux de criminalité, on note que ce dernier est en augmentation chez les jeunes et que cette population est de moins en moins âgée. Ainsi, des programmes de prévention des crimes des jeunes ont été développés sous forme de partenariat avec la police.

Les jeunes concernés par les programmes et ateliers de prévention des crimes et délits ont entre 14 et 26 ans. On voit une grande collaboration entre les différentes agences de prévention et de police. Certaines de ces agences envoient du personnel dans les éco-

les, sans leur uniforme de police. Il y a une volonté de se rapprocher de l'humain, d'être proche des jeunes et de compatir à leur détresse. Certains programmes sont très ciblés, à l'instar du Consortium for Young Initiatives, et s'intéressent à des besoins spécifiques en fonction de difficultés spécifiques. Les programmes qui s'adressent aux jeunes s'efforcent de les détourner d'activités délictueuses, de leur éviter de commettre leur premier délit. Outre la police, différents acteurs participent aux activités de prévention des premiers délits : des juristes, des thérapeutes, des conseillers.

Comment sauver un enfant ? En s'appuyant en premier lieu sur la famille – quelle que soit sa forme (proches, amis) –, mais également sur les Églises, qui brassent divers cultures et qui exercent une autorité morale. Toutefois, dans certains cas, l'État seul s'occupe de jeunes en difficulté. Par exemple, le programme *Kid Foster-care* prépare les jeunes à prendre leur indépendance. En 2005, il accueillait 487 jeunes. L'administration Bush a considérablement développé ce type de programme.

### ■ Public Housing Community

Le point principal qui ressort de la visite d'un logement communautaire est l'engagement des acteurs sociaux dans une éducation fondée sur des principes, des valeurs. Leur souci principal est de transmettre aux jeunes en difficulté une éthique de vie.

---

#### AJC (American Jewish Committee)

---

L'AJC est le deuxième lobby pro-Israélien des États-Unis, après l'AIPAC. Il existe depuis cent ans et témoigne de la réussite de la diaspora juive des États-Unis. Les Juifs américains sont en majorité démocrates – quitte à voter parfois contre leur intérêt « de classe ». L'AJC met un point d'honneur à se définir non pas comme une organisation sioniste mais comme une organisation pro-Israélienne

prenant position sur un large éventail de sujets, dépassant bien souvent les questions de politique étrangère.

Concernant le conflit israélo-palestinien, la préoccupation actuelle est liée aux élections législatives palestiniennes. L'AJC a soutenu le processus démocratique et souhaite qu'un partenaire palestinien crédible émerge enfin. La question en suspens est celle de l'aide internationale à apporter à l'Autorité palestinienne.

La question de la laïcité en France a ensuite été abordée. Bien que les membres de l'AJC se disent « séparationnistes » (la religion et l'État devant être deux domaines bien distincts), leur préoccupation majeure concerne la liberté de religion. La relégation de la religion dans la seule sphère privée leur semble problématique dans la mesure où l'on ne peut demander à un individu de se débarrasser d'un aspect de son identité, en l'occurrence sa foi, lorsqu'il est dans la sphère publique.

L'AJC reconnaît que le gouvernement français a fait preuve d'une grande fermeté en matière de lutte contre l'antisémitisme et que les mesures engagées ont prouvé leur efficacité. L'AJC pense que la France, pays influent en Europe, pourrait devenir le porte-drapeau de la lutte contre l'antisémitisme, notamment dans le cadre de l'OSCE, et engager d'autres pays européens à prendre des mesures fermes et efficaces.

---

**Arsalan IFTIKHAR**, CAIR (Council on American-Islamic Relations)

---

Le CAIR, créée en 1994, est l'organisation musulmane la plus importante aux États-Unis. La pratique a prouvé que le système d'intégration américain fonctionne pour les musulmans, qui sont pour la plupart aisés. Les lois américaines permettent aux musulmans de s'exprimer tout à fait librement. Ils sont protégés juridiquement contre la discrimination, mais peut-être pas autant qu'en France contre la diffamation. Le 11 septembre a fait émerger des

questions de sécurité et de terrorisme et les musulmans américains souffrent de l'image que l'on a d'eux depuis lors.

Même si le CAIR comprend difficilement la rigidité de la laïcité française, prenant l'exemple de la loi sur le voile, il reste néanmoins convaincu qu'il pourrait aider les musulmans français à mieux s'intégrer en exportant son modèle : une organisation non prosélyte qui servirait d'intermédiaire entre les musulmans – qu'ils soient religieux ou non – et les autorités françaises.

---

**Togo WEST**, The Joint Center for Political and Economic Studies.

---

En 1965 a été adopté le Civil Rights Act afin de pallier les obstacles que rencontraient les Noirs pour participer à la vie civique. Néanmoins, des progrès restent à faire. Les Noirs qui se sont fait élire ont généralement pris leurs fonctions sans avoir aucun réseau derrière eux. Il leur manquait réellement un soutien. Le Joint Center cherche donc à appuyer les élus noirs en leur prodiguant une connaissance du terrain, mais également des fonds. Il a ainsi développé toute une expertise en termes de gouvernance et d'*accountability*. Il s'efforce par ailleurs d'alerter l'opinion publique sur les problèmes auxquels les Noirs sont confrontés, notamment sur le fait qu'ils sont victimes de grandes disparités sociales.

---

**Michele COMBS**, Christian Coalition.

---

La Christian Coalition est le principal lobby chrétien. Fondée en 1989 par Pat Robertson, elle compte plus de 2 millions de membres, dont plus de 50% sont évangéliques. Elle se consacre essentiellement à des activités dites de *grassroots*, c'est-à-dire du militantisme local. Il y a une branche de la Christian Coalition dans chaque État des États-Unis. Le bureau national (*National Board*) est chargé de coor-

donner l'action de chaque cadre local (*State Chairman*). La Christian Coalition joue un rôle majeur lors des élections, s'appuyant sur son influence à la fois morale et politique. Elle a mis en place un système de *voter registration drive* par Internet (redirection par un lien sur le site du Parti républicain) et se consacre également à des activités de formation civique, afin d'inciter les gens à voter.

Outre les campagnes et le soutien au Parti républicain, la Christian Coalition milite pour :

- l'annulation de « Roe v. Wade » (l'arrêt de la Cour suprême autorisant l'avortement) ;
- la protection de l'unité familiale traditionnelle (deux parents mariés) ;
- la lutte contre la violence et l'obscénité dans les médias ;
- la liberté de religion et la liberté de prier (ce qui implique la prière à l'école) ;
- en politique étrangère, le soutien à Israël. La Christian Coalition a d'ailleurs des contacts avec le Likoud.

Le slogan de la Christian Coalition est *Faith in Action*.

# PROPOSITIONS

## QUELQUES EXEMPLES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE DÉVELOPPÉS EN FRANCE DANS LES INSTITUTIONS ET LES PRATIQUES

### I – POUR AIDER À L'INTÉGRATION DES COMMUNAUTÉS IMMIGRÉES

---

#### 1. Pour ceux qui demandent leur naturalisation

■ Institution d'un pacte entre l'individu et le pays d'accueil fondé sur l'attachement individuel à la France et le respect du pays d'origine :

- respect des emblèmes de la patrie : drapeau, hymne national ;
- apprentissage de la langue ;
- serment civique ;
- instruction civique et patriotique ;
- *respect du principe de double nationalité.*

■ Pour mettre en œuvre ce pacte civique :

– encouragement aux associations, notamment aux associations de migrants, à mettre en place de petites structures, véritables « écoles de conduite » de l'intégration ouvertes aux différences et conformes aux principes républicains.

#### 2. Pour les naturalisés

■ Soutien aux associations civiques qui, en marge des partis :

- encouragent l'inscription sur les listes électorales ;
- *aident à l'instruction civique et à la constitution de viviers de candidats indépendants ;*
- conseillent, forment et soutiennent les candidats indépendants élus ;
- rappellent les droits et les devoirs de la citoyenneté.

## **II – CONTRE LA VIOLENCE DANS LES QUARTIERS DÉFAVORISÉS**

---

■ Privilégier la politique de prévention, en développant une action en commun associant :

- police ;
- travailleurs sociaux ;
- enseignants ;
- magistrats et juristes ;
- médiateurs ;
- médecins, pédopsychiatres, psychologues et orthophonistes des centres médico-psycho-pédagogiques (CMPP).

■ Organiser une formation de base avec :

- un soutien psychologique aux individus ;
- une orientation personnelle dans la vie sociale ;
- le respect des différences légitimes.

■ Soutenir le développement, à partir du terrain, d'associations issues de l'immigration pour :

- la promotion de leurs membres dans la société française ;
- la lutte contre les discriminations.

■ Promouvoir une culture de l'« accommodement raisonnable » des différences qui respecte à parts égales le pays *et la culture* d'origine et la France.

## **III – FORMATION À LA CONSCIENCE DE L'IDENTITÉ ET DE LA DIFFÉRENCE**

---

■ Apprendre que l'ouverture vers l'autre et le dialogue relativisent les différences, réduisent les peurs et préviennent la violence.

■ Enseigner toutes les grandes traditions religieuses au titre d'une culture générale sur l'humanité.

■ Enseigner l'histoire et la *civilisation* de la France ainsi que celles des pays d'origine, *notamment par le biais des œuvres littéraires et artistiques*, sans occulter les réalités du racisme, de la colonisation, de l'esclavage, des mouvements de résistance et des droits de l'homme.

■ Développer comme une fonction essentielle au sein de l'école celle des médiateurs, dont les pratiques doivent être généralisées, professionnalisées et systématiquement enseignées aux maîtres d'école.

■ Langues : enseigner dans les quartiers *les grandes langues de l'immigration : arabe littéraire, chinois, mandarin, khmer, vietnamien*, en même temps que le français, avec une initiation précoce à l'anglais pour renforcer l'égalité des chances.

#### **IV – FORMATION À LA TOLÉRANCE ET AUX COMPORTEMENTS SOCIAUX**

---

Enseignement dès l'école primaire des comportements civiques, appuyé sur des exercices pratiques et sur des manuels de développement personnel pour :

- apprendre à écouter l'autre ;
- *apprendre la politesse* ;
- apprendre à résoudre les conflits dans le dialogue ;
- apprendre à se préoccuper de l'autre, avec l'aide d'élèves plus âgés qui aident les plus jeunes, ou de seniors qui transmettent leur expérience ;

– *aider les parents à acquérir, dès la naissance de leurs enfants, les comportements de l'autorité parentale, a fortiori pour épauler les parents « débordés » par les adolescents.*

## V – FORMATION À LA LIBERTÉ ET À LA DÉMOCRATIE

---

■ Apprendre dès l'école primaire à savoir faire des choix et à décider en étant respecté, afin de lutter contre les comportements passifs ou grégaires, sans pour autant affaiblir la discipline nécessaire à l'acquisition des savoirs.

■ Encourager, sans critiquer, la créativité, l'initiative et le sens de l'improvisation des élèves.

■ Valoriser la capacité d'autodétermination des élèves et leur attitude à discerner l'intérêt général.

■ Développer le débat organisé au service du règlement des conflits, la formation à l'expression argumentée des opinions, l'aptitude naturelle au dialogue pour lutter contre le repli sur soi.

■ Apprendre à accepter les conclusions d'une majorité après délibération, ce qui permet de lutter contre la violence.

■ Expliquer dès l'école primaire ce qu'est la politique (comment on gère sa maison, comment on gère sa cité) en faisant venir des élus dans les classes. Montrer que cela concerne chacun, et pas seulement quelques-uns.

■ Organiser pour tous un rituel républicain d'accueil dans la nation au moment de la majorité.

Les Américains sont fiers du grand nombre d'institutions de toute nature qui font vivre, sur le terrain et dans les tribunaux, le combat en faveur des droits civiques et la lutte contre les discriminations. Leur patriotisme n'est pas formel : ils aiment leur pays, ils se sentent considérés. Ils ont appris à s'accommoder raisonnablement des différences et à assurer, progressivement, l'élargissement de leur classe politique. Ces principes et ces institutions sont très vivants.

Les Américains sont pragmatiques. Ils mesurent aussi l'échec de certaines politiques : la discrimination positive n'a pas eu les effets escomptés, les efforts privés ne suffisent pas à compenser les effets de la fracture scolaire et la politique de quotas nuit à l'intégration.

Où en est l'intégration en Europe, où en est l'intégration en France ?

## INTÉGRATION ET APPARTENANCES EN AMÉRIQUE DU NORD



→ Cécile Chavel  
Psychanalyste.



→ Franck Debié  
Directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.



→ Jérôme Monod  
Président d'honneur de la Fondation pour l'innovation politique,  
Conseiller du Président de la République française.